

UN AN DE TRUMP AU POUVOIR

IRAN : CONTRE LA RÉPRESSION ET LES MANŒUVRES DES FAUX AMIS, QUELLE VOIE POUR LES CLASSES POPULAIRES ?

RÉvolutionnaires

49

22 JANVIER 2026 · 2 € · LE JOURNAL DU NPA-RÉvolutionnaires

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

**La classe
des milliardaires
déclare la guerre
aux classes
populaires !**

L'année 2026 est à peine entamée et, déjà, les menaces s'amoncellent. Après avoir bombardé le Nigeria le 25 décembre, Trump a fait enlever le 3 janvier le président vénézuélien, Nicolás Maduro, pour mettre la main sur le pétrole du pays. Puis il a menacé de bombarder l'Iran au moment du soulèvement populaire. Il vise désormais le Groenland et les richesses de son sous-sol, menaçant de nouvelles sanctions économiques les pays qui ne l'accepteraient pas. En réponse, les pays européens ont déployé quelques troupes au Groenland et s'interrogent pour riposter aux sanctions commerciales de Trump par des contre-sanctions.

**LE MESSAGE DE VIOLENCE DE TRUMP
CONTRE LES CLASSES POPULAIRES...**

Bruits de bottes, chantage, menaces... En attendant, les budgets militaires s'envolent, et, pour les financer, nos dirigeants veulent s'en prendre encore à la santé, l'éducation, à tout ce qui nous rend service : la guerre des matières premières est déclarée et, si elle ne s'accompagne pas dans l'immédiat d'une guerre généralisée, elle tue déjà en Ukraine ou en Afrique et se double d'une guerre contre les classes populaires.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉvolutionnaires



POLITIQUE	p. 1 à 4	INTERNATIONAL	p. 5 à 7	DOSSIER	p. 8-9	PREMIÈRES LIGNES	p. 10 à 13	CULTURE	p. 15
Editorial La classe des milliardaires déclare la guerre aux classes populaires !		Grève des médecins libéraux : dans le système capitaliste, il y a toujours plus gros que soi !	Kanaky : Macron met la main à la poche pour faciliter le passage en force	La Palestine à l'heure de Trump : morts, répression et misère sans fin	UN AN DE TRUMP AU POUVOIR : LE VISAGE SANS FARD DE LA BOURGEOISIE !	Hôpitaux : les urgences de Rouen (encore) saturées	Stellantis : l'ouvrier polonais menacé comme les autres	Coupe d'Afrique des nations	
Budget Lecornu, 49.3 un chiffre qui arrange		Incendie de Crans-Montana : une scène de crime capitaliste	Iran : la sanglante répression et ceux qui cherchent à berner la révolte	Venezuela : agression impérialiste pour le pétrole	Une guerre idéologique tous azimuts	Transports : à Bordeaux, grève pour les conditions de travail	Interview d'un agriculteur de l'Ariège	Livres · Films	
Taxer les riches ou leur ôter la possession du capital ?		Mercosur : Macron se découvre un « bon sens un peu payan »	Trump remercie les dirigeants iraniens d'avoir suspendu les tueries...	Le Groenland : une colonie danoise	Les migrants, boucs émissaires du trumpisme	Transports : en région lyonnaise, l'usine à gaz de la gratuité partielle	Interview : les contre-vœux de la CGT des gardiens de troupeaux	NPA JEUNES-R p. 16	
Le Pen inéligible ou pas, le RN prêt à gouverner pour les patrons !		La pénurie d'œufs dure...	Syrie : le régime islamiste fait la guerre aux Kurdes	Présidentielles au Portugal : un second tour entre le candidat socialiste et celui de l'extrême droite	Les Démocrates (enfin) prêts, mais à quoi ?	Algues vertes et patrons criminels	Justice pour El Hacen Diarra, mort aux mains de la police à Paris	Lorient : l'armée recrute au lycée	
					Ceux qui en ont assez de Trump commencent à le lui faire sentir	Poste : parachute en or massif	VIE DU PARTI p. 14	Être mineur pendant les élections municipales	
						Yves Rocher : sous le vernis cosmétique, l'exploitation la plus brutale	Élections municipales : retours locaux	Quand l'ouverture de Parcousup sert de vitrine publicitaire au service militaire	
						« Plan 800 collèges » : caporalisation des profs, mais pas de moyens en plus !	Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Ivry - Rouen Strasbourg	Mobilisation au lycée hôtelier de Rouen	
						Concours de recrutement : l'austérité avant même le vote du budget		Mineurs isolés à la rue	

»»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

Aux États-Unis, Trump déploie l'ICE - les flics de l'immigration, des bandes de nervis masqués, armés, qui traquent tous ceux dont ils ont décidé qu'il s'agissait de « migrants ». Des gens, y compris des femmes enceintes, ont été sortis de leur véhicule, jetés à terre et arrêtés. L'ICE se livre à de véritables kidnappings, y compris d'enfants, dans les écoles, les lieux de travail ou les restaurants. À Minneapolis, dans le Minnesota, un flic de l'ICE a abattu de trois balles dans la tête une femme, Renee Good, venue protester contre leurs agissements. Les dirigeants américains assument et osent l'accuser de terrorisme, alors même que la vidéo du meurtre a été vue des millions de fois et que tout le monde a pu entendre le flic assassin, connu pour ses opinions d'extrême droite, lâcher en la tuant : « *P.. de salope !* » Le message de Trump s'adresse à tous les travailleurs : personne n'est à l'abri de ses coups.

... UN MESSAGE QUI VAUT AUSSI ICI !

Cela se passe aux États-Unis. Mais que dire, ici, de la façon dont les flics détruisent les tentes où s'abritent les réfugiés, brûlent leurs affaires, traquent en mer les migrants entassés dans des embarcations de fortune, empêchent les sauveteurs de les secourir ? Dans la nuit du 14 janvier, El Hacen Diarra, un travailleur mauritanien de 35 ans, est mort en garde à vue au commissariat du 20^e arrondissement de Paris. Il avait été interpellé alors qu'il était tranquillement assis devant le foyer où il résidait : des vidéos montrent les flics le frapper violemment alors qu'il était à terre, dans son sang. Des centaines de personnes ont manifesté dimanche devant le commissariat. C'est une première réponse à cette violence policière raciste récurrente ici aussi, qui en appelle d'autres !

S'ORGANISER POUR QUE LA PEUR CHANGE DE CAMP !

Trump et les dirigeants des pays capitalistes se disputent les richesses de la planète, mais la véritable ligne de démarcation qu'ils sont tous en train de tracer est celle qui sépare les milliardaires, au nom desquels ils gouvernent, de nous tous. C'est à nous tous que les Trump, mais aussi les Macron, ont déclaré la guerre. Sauf qu'ils sont loin d'avoir gagné ! En déchaînant ses brutes dans le Minnesota, Trump a provoqué une réaction populaire : des milliers de personnes patrouillent pour pister les commandos de l'ICE, les mettre en échec et exiger leur départ. Et les exactions de Trump ont peut-être fini par créer les conditions d'une grève générale dans tout l'État : tous les travailleurs du Minnesota sont appelés à faire grève par leurs syndicats vendredi 23 janvier.

Aussi puissants qu'ils se croient, les grands de ce monde ne peuvent rien sans nous, car c'est nous qui faisons tout. Alors, il faut nous préparer à la riposte pour remettre les pendules à l'heure, pour que la peur change enfin de camp !

• 19/01/2026

Budget Lecornu : 49.3, un chiffre qui arrange tout le monde politique

Ni oui ni non, pas d'avis à donner pour entériner un budget d'austérité des plus impopulaires, quoi de plus commode ? Notamment pour le PS, lui qui, en octobre, avait contribué à introniser ce second gouvernement Lecornu, contre la promesse de gouverner par consensus avec lui, sans 49.3. Depuis quelques jours, ses témoins ne rêvaient plus que de ce paravent : « Il faut que Sébastien Lecornu prenne ses responsabilités, en recourant au 49.3 », avait déclaré début janvier le chef de file pour le budget du groupe PS du Sénat. Le PS inviterait ses députés à « ne pas censurer le gouvernement [à condition] que le financement de toutes les victoires obtenues [...] ne se fasse pas sur le dos des Français », précisait Olivier Faure samedi 17 janvier.

Lundi 19, fort de cette assurance, Sébastien Lecornu annonçait qu'il allait y recourir.

Quelles sont donc ces « victoires » que le budget Lecornu dernière mouture aurait offertes au PS pour acheter son consentement ? Côté social, la « prime d'activité », versée par les Caisses d'allocations familiales (donc la Sécurité sociale) à laquelle peuvent postuler les salariés les moins payés pourrait être augmentée de 50 euros par mois. Toujours ça que les patrons n'auront pas à débourser pour obtenir une main-d'œuvre sous-payée. Côté « faire payer les riches », le budget 2026 maintiendrait la surtaxe d'impôt pour les plus grandes sociétés, réduite seulement d'un tiers et non de moitié comme prévu initialement : cela rapporterait 6,3 milliards au lieu de 8, et concerne les 300 plus grandes entreprises du pays au lieu des 400. Pas cher payé quand on sait que 40 d'entre elles ont engrangé plus de 130 milliards de bénéfices en 2024. Pour les consoler, Lecornu rajoute que cette surtaxe (réduite) sera « une expression concrète de leur patriotisme économique » car ces milliards seront exclusivement destinés à la hausse des dépenses militaires. Quelques milliards qui retourneront illiko dans les poches des Dassault, Thales et autres Safran.



Car s'il y a quelque chose de marquant dans le projet de budget, c'est bien la nouvelle augmentation du budget militaire, quand les dépenses de tous les autres ministères seront inférieures à celles de l'année dernière. Même chose pour les budgets des collectivités territoriales, des hôpitaux ou des transports urbains. En plus des salaires qui restent au plancher et des grandes entreprises qui suppriment les emplois, de quoi alimenter nos colères, plus efficaces que les tempêtes dans un verre d'eau des débats parlementaires.

OLIVIER BELIN • 20/01/2026

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 48 • 22 JANVIER 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »

ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,

AURÉLIEN GAUTREAUX, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE
AURÉLIEN GAUTREAUX

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN

12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE
1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

Taxer les riches ou leur ôter la possession du capital ?

Éric Lombard, éphémère ministre de l'Économie de Bayrou, avouait il y a quelques jours que plusieurs milliers de très riches contribuables ne paient pas d'impôt sur le revenu, et cela en toute légalité. Depuis, Éric Coquerel, le président LFI de la Commission des finances de l'Assemblée nationale, est allé mener l'enquête à Bercy et a conclu, d'après les documents qu'il a consultés : « On peut dire incontestablement qu'il y a plusieurs milliers de personnes, voire plusieurs dizaines de milliers de personnes, qui ne payent pas l'impôt qu'[elles] devraient payer au pays et que ça nous coûte trop cher. »

Pour la gauche, le remède aux inégalités serait la taxation des plus riches. Loin de nous l'idée de refuser de faire payer les riches ! Mais, si l'on peut partager l'indignation légitime que cette situation suscite dans les classes populaires, les propositions de la gauche représentent un point de vue très limité.

D'après le dernier rapport du World Inequality Lab, les 50 % des plus pauvres ne disposent que de 8 % des revenus, pendant que les 1 % les plus riches en accaparent 20 %. Quant aux inégalités de patrimoine, elles sont bien plus flagrantes encore : les 10 % les plus riches possèdent les trois quarts du patrimoine mondial et, parmi eux, 1 % en possèdent 37 %.

Cette différence entre les patrimoines n'est pas seulement une question de quantité, mais de nature. Il y a bien sûr une différence entre une Dacia et une Porsche, ou un deux-pièces à Bondy et un duplex dans le Marais. Mais posséder une voiture et un loge-

ment, ce n'est pas la même chose que détenir des actifs, c'est-à-dire une part des moyens de production modernes : entreprises, banques, moyens de transport... La possession d'un énorme capital ne leur permet pas seulement de s'octroyer un train de vie princier et d'accumuler toujours plus : elle offre à ses détenteurs le pouvoir exorbitant de décider ce qui se produit et comment, au mépris des besoins de la société, de décider de fermer une usine et condamner ainsi au chômage des dizaines de milliers de salariés. Dans la société actuelle, cette fraction de la population possède...



100 % du pouvoir économique ! C'est cela qui lui donne les moyens de mettre à son service hauts fonctionnaires, cadres dirigeants ainsi qu'un personnel politique servile et des intellectuels complaisants.

Alors, nous ne voulons pas seulement « taxer les riches » ou une « meilleure répartition des richesses », nous voulons leur prendre... tout !

Pour rendre ces richesses à la société, à laquelle elles appartiennent, parce que c'est le travail des classes populaires qui les a créées et parce que ce qu'elles produisent et la façon dont elles le font devrait être l'objet de décisions prises démocratiquement par tous et toutes, et non par quelques possédants qui se contrefichent de produire des médicaments ou des bombes, du moment que les profits sont à l'arrivée.

ROBIN KLIMT • 19/01/2026

LE PEN INÉLIGIBLE OU PAS, LE RN PRÊT À GOUVERNER POUR LES PATRONS !

Le procès en appel de Marine Le Pen et de onze autres cadres ou ex-dirigeants du Rassemblement national s'est ouvert mardi 13 janvier. En 2025, Le Pen avait écopé d'une peine de quatre ans de prison – dont deux ans ferme à purger sous forme d'une détention à domicile sous surveillance électronique –, d'une amende de 100 000 euros et d'une peine complémentaire de cinq ans d'inéligibilité assortie d'une exécution provisoire qui l'empêche, à ce jour, de se présenter à l'élection présidentielle de 2027.

Toute la clique est soupçonnée d'avoir détourné des enveloppes de 21 000 euros fournies par le Parlement européen chaque mois à chaque eurodéputé pour que celui-ci embauche des assistants chargés de l'épauler dans sa tâche : les assistants en question n'ont pas travaillé pour l'activité européenne des parlementaires... mais pour le compte de leur parti. Et cela sur trois législatures allant de 2004 à 2016. Une belle somme d'argent public : 4,6 millions d'euros. Pour des gens prompts à dénoncer « les fraudeurs du RSA » et les « migrants qui pillent les caisses de la Sécu », ils jouent hors catégorie.

En première instance, Le Pen avait surjoué l'outragée, la victime d'une « machination politique ». Là, c'est une tout autre musique qui est diffusée par les coaccusés qui plaignent désormais... « la bonne foi », en retournant vers le Parlement européen la responsabilité de ne pas les avoir rappelés à l'ordre. « Si un délit a été commis, et tout le monde semble dire qu'un délit a été commis, je veux bien l'entendre », a déclaré Le Pen le jour de l'ouverture de l'audience. « Mais je veux que

la cour sache qu'en ce qui nous concerne, a-t-elle continué, nous n'avions pas le sentiment d'avoir commis le moindre délit lorsque, en 2004, en 2009, puis en 2014, nous avons embauché nos propres assistants, puis mutualisé ces assistants. » En bonne catholique pratiquante, Le Pen doit penser que « faute avouée est à demi pardonnée ». Peut-être espère-t-elle encore sauver sa tête pour 2027... même si les derniers sondages évaluant la popularité de Bardella au sein de l'électorat RN montrent que celui-ci a déjà, de fait, tourné la page Marine pour l'option Jordan. Celui-ci prend d'ailleurs de plus en plus la confiance, avec ses petits costumes bien taillés adaptés à la « stratégie de la cravate » pratiquée par le RN depuis 2022, visant à se rendre « crédible » auprès du grand patronat, dans l'optique d'accéder au pouvoir en 2027.

MARIE DAROUEN • 19/01/2026

GRÈVE DES MÉDECINS LIBÉRAUX : DANS LE SYSTÈME CAPITALISTE, IL Y A TOUJOURS PLUS GROS QUE SOI !



Le 5 janvier a débuté une grève de dix jours des médecins libéraux, qui concerne la médecine de ville et le secteur hospitalier privé. Ce mouvement s'oppose notamment à une attaque brutale de l'État prévue dans le budget 2026 de la Sécurité sociale : un contrôle accru des arrêts maladie basé sur des quotas et la menace de pénalités financières en cas de dépassement. En plus d'être une attaque envers les médecins, c'est une attaque directe envers les travailleurs. S'il y a hausse du nombre d'arrêts maladie, c'est dû à la hausse des charges et cadences de travail, aux bas salaires, aux départs en retraite de plus en plus tardifs, etc.

Le mouvement des médecins libéraux présente de nombreuses limites par son caractère corporatiste. Les syndicats libéraux défendent corps et âme les dépassements d'honoraires ou le secteur 3, non conventionné, aux tarifs libres et non remboursés, arguant que l'inflation impacte également les médecins. Argument difficile à entendre quand un médecin libéral gagne en moyenne de 6 000 à 7 000 euros par mois pour les généralistes, davantage pour les spécialistes, pour un nombre d'heures de travail, certes, très conséquent, mais fruit du modèle défendu par ces mêmes syndicats. Il reste que la dégradation du système de santé affecte aussi la médecine de ville. Les médecins libéraux pourraient aussi se poser la question de tendre la main vers les médecins hospitaliers du secteur public.

Le système de santé est soumis aux restrictions des budgets sociaux en même temps qu'aux profits des grands trusts pharmaceutiques et les médecins libéraux découvrent qu'ils sont, eux aussi, soumis à ces impératifs. Il leur reste à découvrir qu'il serait temps que la médecine soit considérée dans son ensemble comme un service public et qu'on n'ait plus à parler de médecine « libérale », mais de médecine tout court !

ERNESTO MEDIC • 20/01/2026

Incendie de Crans-Montana : une scène de crime capitaliste

On sait désormais que le drame qui a touché le bar Le Constellation la nuit du Nouvel An faisant 40 morts et 116 blessés, était lié directement à la cupidité des propriétaires qui, pour faire des économies, avaient lésiné sur la sécurité (pose de mousse anti-phénique hors-norme, sortie secondaire fermée, usage d'engins pyrotechniques inadaptés à des lieux clos, etc.). Mais aussi indirectement aux autorités municipales qui avaient zappé depuis 2019 les inspections de conformité obligatoires. Municipalité qui voulait malgré cela se porter partie civile... ce qui a quand même été refusé par les autorités judiciaires fédérales suisses.

Les familles des victimes se sont émues que des autopsies n'aient pas été systématiquement pratiquées sur leurs proches décédés. Pour celles qui l'ont exigé, elles ont dû la faire réaliser à leurs frais. C'est à la fois choquant et très étrange alors qu'on a affaire de manière évidente à des morts violentes provoquées par l'absence de respect de nombreuses normes de sécurité de la part des propriétaires, désormais prévenus d'*« homicide par négligence, de lésions corporelles par négligence et d'incendie par négligence »*, l'un des deux étant incarcéré en préventive. Or, dans la perspective du procès pénal, connaître les causes précises du décès est une nécessité absolue !

Par ailleurs, les victimes et leurs familles risquent de se heurter désor-



mais à un nouvel obstacle : celui mis en avant par la compagnie d'assurances Axa Suisse chargée des indemnisations. Cette dernière a en effet fait savoir que les contrats d'assurances souscrits tant par la commune que par les propriétaires ne prévoient qu'*« une somme d'assurance limitée »* et *« sans doute pas suffisante pour prendre en charge tous les dommages financiers subis par les personnes blessées et les familles des défunts »*. Autant dire que, pour obtenir de justes réparations, les victimes devront se battre contre le premier groupe suisse d'assurances qui a pour clientes plus de 40 % des entreprises du pays et réalise un chiffre d'affaires annuel de plus de 6,5 milliards d'euros. Ce qui ne le rend pas plus généreux pour autant. Dans cette affaire, la rapacité capitaliste est présente à tous les niveaux.

M. D. ET J. L. • 18/01/2026

LA PÉNURIE D'ŒUFS DURE...

La France a beau être le premier pays européen producteur d'œufs, avec plus de 15,4 milliards d'œufs produits en 2024, depuis plusieurs semaines, il devient très difficile de trouver des œufs au supermarché. Il faut dire que la consommation a augmenté, atteignant 226 œufs par an et par personne en 2024, grimpant de 5 % supplémentaires en 2025, selon les chiffres donnés par l'UFC-Que Choisir. Ce sont les récents événements météorologiques liés à la neige et à la tempête Goretta qui auraient impacté les livraisons et seraient à l'origine de la pénurie actuelle.

Mais, au-delà de cette cause immédiate, la production peine à suivre l'aug-

mentation de la consommation et la France est devenue importatrice.

La raison de ce nouvel engouement pour les œufs est assez simple : avec la hausse des prix, particulièrement forte pour les produits d'origine animale, ils sont devenus un aliment central pour nombre de personnes, constituant un apport en protéine animale bien moins cher que la viande ou le poisson.

La consommation d'œufs, un nouvel indice de l'augmentation de la pauvreté ?

JEAN EINAUGIG • 20/01/2026

Mercosur : Macron se découvre un « bon sens un peu paysan... »

L'accord de libre-échange de l'Union européenne avec les pays d'Amérique du Sud est désormais en discussion au sein de la Commission européenne pour être adopté par tous les États membres. Il inquiète les agriculteurs et donne l'occasion à Macron de faire un plaidoyer vibrant pour le protectionnisme.

À près avoir soutenu le projet depuis 2019, Macron fait donc volte-face et mène depuis la bataille contre le reste de l'Union européenne. Il a réaffirmé le 19 décembre refuser de signer, faute, selon lui, de garanties suffisantes pour l'agriculture française. L'angoisse des agriculteurs face au Mercosur est certes compréhensible dans un contexte de grande précarité, mais Macron n'est en rien un défenseur des agriculteurs. Pas plus que ne le sont les banques, les fabricants des machines et engrangés ou les géants de la grande distribution. Ce

sont ces capitalistes bien français qui écrasent les petits agriculteurs. La défense du protectionnisme est pour Macron un moyen de faire mine d'entendre la colère des agriculteurs.

Le RN a alors beau jeu de reprocher à Macron d'avoir rejoint trop tard ses positions protectionnistes. Et le nationalisme de LFI conduit les « insoumis » à défendre des positions similaires. Mais quand le Mercosur promet aux industriels européens d'être exonérés de droits de douane sud-américains, les mêmes ne trouvent rien à redire ! Ils sont protectionnistes pour les importations et libre-échangistes pour les exportations ! Le rêve des uns et des autres est de protéger leurs capitalistes tout en leur permettant de s'imposer sur les autres marchés sans aucune restriction.

ROBIN KLIMT • 20/01/2026

Baisse de la natalité : « sacrifier nos enfants » n'embauche pas trop les potentiels parents

En 2025, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, il y a eu moins de naissances que de décès en France. La natalité s'effondre, avec 24 % de bébés en moins par rapport au pic de 2010¹. Véritable coup dur pour le « réarmement démographique » de Macron, ou la « grande cause nationale » que le Rassemblement national a voulu faire voter pour la relance de la natalité.

Une menace pour nos retraites ? Seulement tant que les grandes fortunes continuent de s'accaparer les gains de productivité. Une menace pour la nation ? Seulement pour les capitalistes qui voient les enfants comme de la chair à canon ou à patron.

À qui la faute, si les jeunes générations manquent d'entrain à se reproduire ? Certains pointent du doigt la volonté des jeunes de se réaliser en dehors de la parentalité. S'il n'y avait que ça, ce serait un progrès ! Malheureusement, ce sont plutôt les sombres perspectives proposées par la société capitaliste qui expliquent la tendance actuelle.

L'Assemblée a mis en ligne un questionnaire pour s'expliquer cette baisse. La réponse est impérative : la difficulté pour se loger et la hausse des coûts (frais de garde, cantine, charges diverses) dissuadent de nombreux couples d'avoir un enfant, et plus encore d'en avoir un deuxième. Les répondants (non représentatifs de la population) ont pourtant un niveau de vie supérieur à la moyenne, de l'aveu même du Parlement. Rien d'étonnant donc que la chute de la natalité ait accéléré ces trois dernières années sous les coups de l'inflation.

Au-delà des contraintes du quotidien, c'est l'avenir pour les futures générations qui inquiète. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le développement du travail des femmes et l'aspiration aux loisirs avaient surtout retardé les naissances et un peu réduit la taille des familles. La fécondité est, moins qu'avant, guidée par le « devoir » de produire des enfants, que par le désir d'en avoir. Les mouve-



ments de libération des femmes, et surtout l'accès à la contraception et à l'avortement, ont facilité le choix du moment et du nombre d'enfants, même si la pression sociale se poursuit pour faire naître ce « désir ». Mais, entre le changement climatique, la situation économique toujours plus incertaine et la montée de l'extrême droite, de plus en plus de couples angoissent à l'idée de faire vivre ça à des enfants. Aujourd'hui, 15 % des hommes et 13 % des femmes de 18 à 29 ans disent ne pas vouloir d'enfant : trois fois plus qu'il y a vingt ans ! Et celles et ceux qui veulent aller au-delà de deux enfants sont de plus en plus minoritaires.

Autant dire que l'ambition des généraux et du gouvernement de sacrifier nos enfants sur l'autel du profit et des rivalités internationales entre bourgeoisies ne risque pas de dynamiser le désir d'enfants. Pas plus que les motivations racistes de l'extrême droite.

MAURICE SPIRZ • 19/01/2026

1. À l'inverse, le nombre de décès augmente avec l'arrivée à un âge de mortalité élevée des générations nombreuses du baby-boom.

KANAKY

Macron met la main à la poche pour faciliter le passage en force

Macron a invité tous les partis de Nouvelle-Calédonie à une nouvelle réunion à l'Élysée sur l'avenir du territoire, dans la foulée des accords de Bougival qui accordaient des concessions purement symboliques aux indépendantistes et des avantages bien concrets aux colons (voir nos articles sur le sujet sur notre site).

Sauf que le principal parti indépendantiste, le FLNKS, qui a récusé ces accords, a refusé de participer... ce qui rend difficile pour le gouvernement français d'espérer que ses décisions soient suivies d'effet !

Depuis la répression du soulèvement de 2024, causé par la volonté de la puissance coloniale française d'élargir l'électorat de l'archipel, ce qui rendrait les Kanak encore plus minoritaires sur leurs propres terres, Macron et ses ministres successifs ont tenté à plusieurs reprises de passer en force. En vain : sans le FLNKS, aucun accord n'a de chance d'aboutir réellement.

La seule nouveauté par rapport aux accords de Bougival est un engagement financier de l'État français, à concurrence de 150 millions d'euros pour 2026. Il faut dire que, depuis les destructions de 2024, la situation des populations kanak de l'archipel est difficile. Et le gouvernement local a dû établir pour 2026 un budget d'austérité.

Macron espère sans doute qu'en donnant un peu d'argent, il obtiendra que les Kanak fassent pression sur le FLNKS qu'ils soutiennent très majoritairement jusqu'à maintenant.

Macron spéculle sur la misère pour faire plier une population colonisée qui n'a jamais baissé la tête. Pas sûr qu'il y parvienne davantage que jusqu'à maintenant.

J.-J. F. • 20/01/2026

Iran : la sanglante répression et ceux qui cherchent à berner la révolte

La répression sanglante du régime des mollahs a eu raison des manifestations. « L'ordre règne en Iran », un ordre sanglant. En tout cas provisoirement, car la colère est là et nul ne peut prédire quand elle explosera à nouveau – peut-être très bientôt : les vagues du mouvement Femmes, Vie, Liberté n'étaient pas complètement retombées quand la révolte a éclaté en décembre dernier.

Samedi 17 janvier, l'ayatollah Khamenei reconnaissait que la répression des manifestations a fait plusieurs milliers de morts. Il en rend les États-Unis responsables pour avoir « encouragé les auteurs de trouble ». Le bilan réel de ces deux semaines de manifestations et répression sanglante est encore loin d'être connu ; des ONG donnent des chiffres d'au moins 4 000 morts répertoriés à ce jour, mais on parle de plus de 12 000 morts, de très nombreux blessés grièvement et de dizaines de milliers d'arrestation. Le mouvement a débuté le 28 décembre avec les protestations des commerçants du Bazar de Téhéran contre l'inflation et l'effondrement de la monnaie. Mais il s'est vite généralisé à l'ensemble de la société : des étudiants, déjà nombreux dans les manifestations de 2022-2023 à la suite de la mort Jina Mahsa Amini, et de toutes les couches pauvres dont les salaires déjà misérables ne permettent plus de vivre. Il s'est étendu comme une traînée de poudre en quelques heures dans tout le pays, y compris les centres industriels qui, depuis quelques années, ont connu de nombreuses grèves, malgré la répression.

L'OMBRE DU CHAH POUR BERNER LA RÉVOLTE

Si Trump y est pour quelque chose, ce n'est pas pour avoir encouragé la contestation sociale, dont lui comme ses amis qui règnent dans les pays voisins craignent avant tout qu'elle aille au-delà de ce qui peut servir à manœuvrer contre le régime de Khamenei et se répandre aux autres populations. La responsabilité de l'impérialisme américain porte sur les conséquences de ses bombardements sur l'Iran, à la suite des bombardements israéliens en juin dernier, et par la multiplication des « sanctions », officiellement prises contre le régime, mais qui ont pénalisé avant tout les classes populaires en aggravant la crise économique que connaît le pays.

Et c'est sûrement bien plus dans une petite couche de la bourgeoisie iranienne, y compris parmi une partie des hommes d'affaires, jusque-là profiteurs du régime,

que la carte de recharge du fils de l'ancien chah, Reza Pahlavi, réfugié aux États-Unis a quelques attraits.

LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI QUI SOIT CELUI DE LA CLASSE OUVRIÈRE

En 1979, les masses populaires, en particulier la classe ouvrière, s'étaient soulevées en Iran contre le régime dictatorial et corrompu du chah. Le fondateur du régime iranien actuel, l'ayatollah Khomeiny, avait rejoint l'Iran depuis la France où il était en exil, pour faire rentrer dans l'ordre la révolution qui venait de renverser la dictature du chah... et la remplacer par la dictature d'une nouvelle clique de religieux et de ses fidèles, les futurs gardiens de la révolution, avec le concours, à l'époque, de l'essentiel de la gauche iranienne.

Même si cette histoire est vieille de près de 50 ans, celle d'une révolution trahie, la classe ouvrière iranienne a bien des raisons



de se rappeler la leçon. Alors qu'on lui propose aujourd'hui de faire le chemin retour, ou qu'on cherche à la berner avec de vagues promesses de « démocratie », surtout dans un pays où l'inégalité sociale est si criante qu'elle ne s'impose que par la force brutale et la dictature, ce qui est urgent, c'est de changer la société, de mettre fin à l'exploitation capitaliste. Ce n'est pas de combativité et de courage que manque la classe ouvrière aujourd'hui, on le voit. C'est bien plutôt, à cause de 50 ans de dictature, de militants ouvriers organisés qui puissent donner des perspectives à ses luttes.

OLIVIER BELIN • 20/01/2026

TRUMP REMERCIE LES DIRIGEANTS IRANIENS D'AVOIR SUSPENDU LES TUERIES...

« Je leur ai fait savoir que s'ils commençaient à tuer des gens, ce qu'ils ont tendance à faire pendant leurs émeutes, ils ont beaucoup d'émeutes, s'ils le font, nous les frapperons très fort » : ça, c'étaient les déclarations de Trump, le 8 janvier dernier. Quelques jours plus tard, le 13, il écrivait sur son réseau social : « L'aide est en route ! », ajoutant : « Continuez à protester. Emparez-vous de vos institutions ! »

Trois jours plus tard, Trump dressait le constat : « Les tueries ont pris fin. » Et il remerciait les responsables iraniens d'avoir renoncé aux pendaisons annoncées de plusieurs centaines de manifestants arrêtés : « Je respecte grandement le fait que toutes les pendaisons prévues, qui devaient avoir lieu hier ont été annulées par les dirigeants de l'Iran. Merci ! »

Entre le 13 et le 16, que s'est-il passé ? Le régime iranien a tout simplement réussi à écraser le mouvement, au moins provisoirement, en assassinant des milliers de manifestants, et en arrêtant bien davantage. Le *New York Times* rapportait que l'Arabie saoudite, Oman et le Qatar sont intervenus pour mettre

en garde les États-Unis contre une intervention militaire qui risquait d'ébranler les marchés pétroliers. Et Netanyahu lui-même a demandé à Donald Trump de « reporter tout projet d'attaque militaire contre l'Iran », selon un responsable américain cité par le même journal.

Tous souhaitent pourtant depuis longtemps que le régime iranien tombe. L'impérialisme américain aussi, parce que le régime des mollahs n'est pas à sa botte et peut décider lui-même de ses alliances dans une région considérée comme sa chasse gardée par l'impérialisme occidental.

Pour tous, le sort de la population iranienne n'entre guère en ligne de compte :

tout au plus ont-ils vu dans le soulèvement populaire une occasion de mettre à la tête de l'Iran une direction qui choisirait clairement le camp occidental. C'est là le véritable sens du premier appel de Trump qui visait à obtenir d'une partie au moins de l'appareil d'État qu'il lâche Khamenei et se rapproche de l'impérialisme américain. C'est bien ce qui s'est produit au Venezuela : Maduro éliminé, Trump a obtenu que le régime se soumette, tout en laissant en place l'appareil répressif dont l'impérialisme a besoin contre les classes populaires. De ce point de vue, tous s'accorderaient fort bien de l'élimination de Khamenei et d'un acte de soumission des dirigeants qui le remplaceraient. C'est en ce sens qu'une intervention militaire des États-Unis, avec pour but de remplacer une toute petite partie de l'appareil dirigeant, n'est d'ailleurs toujours pas exclue. En tout cas, en Iran, les « solutions de rechange »

en dehors de l'appareil d'État existant sont encore moins crédibles que l'opposition vénézuélienne : Trump s'est gardé de s'appuyer sur le fils de l'ex-chah, Reza Pahlavi – comme il avait écarté Maria Corina Machado.

L'impérialisme occidental et les régimes arabes voisins craignent la mobilisation des classes populaires iraniennes qui, si elle devait repartir et prendre de l'ampleur, pourrait agir par contagion sur tous les peuples de la région – c'est ce qui est sous-jacent dans l'appel des pays voisins à ne pas ébranler « les marchés pétroliers ».

Comme on le voit, les fées qui se sont portées au chevet de la mobilisation iranienne ne sont pas vraiment bienveillantes !

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 20/01/2026

Syrie : le régime islamiste fait la guerre aux Kurdes



Un an après la chute de Bachar el-Assad, les peuples de Syrie vivent toujours au son des canons. Le 7 janvier, les forces du gouvernement islamiste HTS ont pris d'assaut les quartiers kurdes d'Alep. Douze jours plus tard, c'est au tour de Kobané et Hassakeh d'être assiégées par les troupes d'Ahmed al-Charaa, le djihadiste devenu « président par intérim » de la Syrie.

L'offensive islamiste a débuté [...] en échange d'une normalisation accélérée des relations avec l'Etat sioniste.

UNE OFFENSIVE CAUTIONNÉE PAR LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

Après plusieurs mois de blocus économique et d'accrochages militaires, l'offensive islamiste a débuté après avoir obtenu un feu vert de la part des États-Unis et d'Israël à la suite d'une rencontre diplomatique le 6 janvier à Paris, en échange d'une normalisation accélérée des relations avec l'Etat sioniste¹ - qui occupe pourtant des territoires au sud de la Syrie où il a détruit une bonne partie des équipements militaires qui y étaient présents.

Si les impérialistes abandonnent aujourd'hui ceux qu'ils ont appelé jusque-là leurs « partenaires » kurdes² (ceux-ci ayant servi de chair à canon contre Daech il y a dix ans), c'est qu'ils considèrent le régime d'al-Charaa - le protégé d'Erdoğan et des pays du Golfe - comme suffisamment sous leur coupe pour maintenir leur « ordre » social dans la région.

UN RENFORCEMENT DE LA DICTATURE D'AL-CHARAA

En écrasant l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES), le régime islamiste cherche à terroriser l'ensemble de la population syrienne, à commencer par les Azéris (massacrés par milliers en mars 2025) et les Druzes (attaqués en juin dernier). La signature d'un « décret présidentiel » reconnaissant les droits nationaux kurdes n'est qu'une manœuvre dédiée aux chancelleries occidentales : al-Charaa règne depuis plus d'un an par la terreur et il n'entend pas s'arrêter.

QUELLES POSSIBILITÉS POUR LES KURDES ?

L'avancée fulgurante des troupes d'HTS dans les territoires dirigés par l'AANES entre le 17 et 19 janvier n'est pas le fruit d'une victoire militaire, mais de l'abandon des FDS par la majorité de ses soldats d'origine arabe, les chefs tribaux ayant fait le choix de soutenir l'offensive d'al-Charaa³.

Les forces kurdes ont donc décidé de se retirer des zones à majorité arabe (où se trouvent de nombreux champs de pétrole) pour se concentrer dans les territoires kurdes, autour de Kobané, Qamishli et Hassakeh, après l'échec des négociations entre al-Charaa et Mazloum Abdi, commandant en chef des troupes kurdes le 19 janvier.

Une fois de plus, les puissances impérialistes abandonnent les Kurdes après les avoir utilisés. Une leçon qui résonne d'autant plus alors que les États-Unis (comme la France) continuent de justifier leurs interventions militaires au nom du droit des peuples et de la démocratie.

STEFAN INO • 20/01/2026

1. Au programme, « coordination militaire et économique » entre Israël et la Syrie.

2. Les États-Unis font pression depuis plus d'un an pour obtenir la dissolution de l'AANES et des troupes kurdes au sein de l'appareil d'Etat d'al-Charaa.

3. Ceux-ci ont l'habitude de changer de camp, de Bachar al Assad aux FDS en passant par Daech et les milices chiites pro-Iran.

Venezuela : agression impérialiste pour le pétrole

À près l'agression américaine au Venezuela qui, au prix d'une centaine de morts, a permis à Trump d'enlever le président Maduro et sa femme Cilia Flores, et de les emprisonner aux États-Unis, Maria Corina Machado aurait pu croire son heure arrivée. Cette politicienne d'extrême droite, récente récipiendaire du prix Nobel de la paix et encensée par tous les politiciens et médias bourgeois de par le monde, croyait pouvoir succéder au président capturé. Elle avait même été déclarée gagnante de la dernière élection présidentielle par les États-Unis. Pourtant Trump l'a jugée « pas qualifiée pour diriger le pays ».

Mais une politicienne arriviste ne se décourage pas pour si peu. Dégoulinante d'obséquiosité et spéculant sur la bêtise et l'ego surdimensionné du personnage, elle a fait le voyage à Washington et a remis à Trump son titre de Nobel de la paix en gage de soumission. Il a gardé la médaille et s'est déclaré très content... mais pas suffisamment pour adoubier Machado, qui devra encore attendre. À quoi lui servirait en effet une femme politique sans assise populaire et détestée par beaucoup alors qu'il peut dicter sa loi au régime en place ?

Car, pour les actuels dirigeants du monde, c'est souvent la chute d'un régime et son remplacement qui posent problème : des mouvements sociaux importants, voire des révoltes, sont toujours possibles, et les bouleversements soudains peuvent générer une longue période de troubles et d'instabilité, même à la suite d'une intervention impérialiste directe, comme en Libye ou en

Irak. Certes, dans ce monde capitaliste, les capitaux parviennent toujours, d'une manière ou d'une autre, à prélever leur livre de chair sur les peuples dominés. Mais c'est quand même beaucoup plus rentable de disposer à cet effet d'un régime capable de mater sa population, d'assurer une certaine stabilité politique et un cadre légal reconnu permettant le bon déroulement des affaires.

La vice-présidente vénézuélienne, Delcy Rodriguez, jusqu'alors bras droit de Maduro, s'est résolue à composer avec Trump. Elle n'avait pas vraiment le choix : les menaces et le blocus américain continuent, porte-avions compris. Le 15 janvier, un nouveau navire a encore été arraisonné par la marine américaine, le sixième depuis l'agression.

Trump ne cache pas ses ambitions concernant le Venezuela : le pétrole, qu'il prétend vouloir « récupérer » car il « appartient » aux États-Unis. Mais les grandes compagnies pressenties, pour l'essentiel américaines - Total n'a pas été convié au festin -, ne manifestent guère d'enthousiasme : la relance de la production nécessiterait des investissements considérables peu assurés d'être rapidement rentables.

La politique des États-Unis concernant le Venezuela est un concentré d'impérialisme : s'approprier les ressources, terroriser les populations et garantir des régimes soumis. Ça peut tenir un temps, mais aussi susciter des révoltes !

MICHEL GRANDRY • 20/01/2026

LA PALESTINE À L'HEURE DE TRUMP : MORTS, RÉPRESSION ET MISÈRE SANS FIN

Le Conseil de la paix, prévu dans la phase deux du plan de paix et présidé par Donald Trump lui-même, est censé surveiller les engagements de toutes les parties. Une bonne blague. Car, en matière d'engagement, l'Etat sioniste continuera à faire ce qu'il veut avec la bénédiction de la Maison-Blanche.

Le 16 janvier, Trump a lui-même désigné les sept premiers membres du Conseil, et en a depuis invité d'autres. On y trouve Marco Rubio, secrétaire d'État du gouvernement Trump, Steve Witkoff, investisseur immobilier, émissaire de Trump entre la Russie et l'Ukraine, Jarek Kushner, gendre de Trump, Ajay Banga, président de la Banque mondiale et Tony Blair, ancien Premier ministre travailliste britannique, allié indéfectible de la politique américaine... et reconvertis dans les affaires ! Il a même proposé une place à Poutine et à Alexandre Loukachenko, le dictateur biélorusse. C'est dire le sort que Trump réserve aux Gazaouis... Macron a prudemment décliné son offre.

Depuis le 11 octobre 2025, le cessez-le-feu a été violé un nombre incalculable de fois par l'armée d'occupation qui a fait, selon un bilan provisoire, 463 morts et 1 269 blessés. Les militaires israéliens s'en sont pris à des camps de réfugiés, à des villages de tentes, à des écoles ou à des hôpitaux en affirmant qu'ils visaient des « terroristes ». Avec l'approbation tacite des États-Unis et de leurs alliés européens. Et il ne faut pas être grand clerc pour prédire qu'il en sera de même avec la phase deux.

Dans le même temps, Israël continue de coloniser la Cisjordanie à marche forcée. On ne compte plus les vidéos montrant des soldats et des colons marchant, main dans la main, pour mettre le feu à des maisons ou des voitures, couper des oliviers pour empêcher la récolte, voler des troupeaux, murer des puits ou expulser des Bédouins de leurs campements. Dans le même temps, le nombre de colonies juives se multiplie.

Selon le quotidien israélien Haaretz, en 2025, les colons israéliens ont mené 845 attaques violentes contre des Palestiniens, soit une hausse d'environ 25 % par rapport à 2024. Au cours de ces attaques, 265 Palestiniens ont perdu la vie et plusieurs milliers ont été blessés. Ces exactions se sont poursuivies cette année. La plus spectaculaire a été l'attaque par l'armée israélienne, le 6 janvier, de l'université Bir Zeit, à Ramallah. Ce jour-là, la soldatesque est intervenue pour interdire sur le campus un rassemblement en solidarité avec les prisonniers palestiniens au cours duquel devait être diffusé le film La Voix de Hind Rajab, de la cinéaste tunisienne Kaouther Ben Hania, racontant la mort d'une fillette 6 ans à Gaza. Une douzaine de personnes ont été blessées, dont deux grièvement après des tirs à balles réelles.

Le Conseil de la paix n'est qu'une mascarade destinée à maintenir la sujétion des populations de Gaza à qui on s'est bien gardé de demander leur avis !

JEAN LIÉVIN • 20/01/2026



Le Groenland : une colonie danoise

L'annonce par Trump, samedi 17 janvier, de la mise en place de droits de douane de plus en plus élevés contre les pays européens qui s'opposent à l'annexion du Groenland constitue un nouveau coup de canif dans le système de relations internationales que les différentes bourgeoisie avaient mis en place au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Les jours précédents, ces pays, dont la France, avaient annoncé l'envoi de quelques soldats dans cette colonie danoise, officiellement à des fins d'exercices militaires. Difficile de dire où s'arrêtera cette escalade : un affrontement direct semble peu probable, mais le système d'alliances organisées autour de l'OTAN pourrait s'en trouver chamboulé.

Toutes ces rodomontades militaires se font sur le dos du peuple principalement concerné, au Groenland, qui reste en 2026 une colonie du Danemark.

Les Inuits, principale population du Groenland, ont été sédentarisés de force par les autorités danoises entre le XIX^e et le XX^e siècles. Avec le développement de la pêche industrielle et des industries minières, ils ont constitué les rangs d'une classe ouvrière maintenue dans une misère noire et systématiquement opprimée : enlevements d'enfants, stérilisation forcée de jeunes filles de 13 ou 14 ans... L'île compte aujourd'hui plus de 500 SDF, sur une population de moins de 60 000 habitants, et connaît un taux de chômage record de plus de 9 %. Plus de la moitié des

jeunes Groenlandais abandonnent leur scolarité après le collège. Environ la moitié de la population a connu des problèmes d'alcoolisme au sein de son foyer durant son enfance. Pas étonnant que le Groenland compte un des taux de suicide les plus élevés au monde : 81 pour 100 000 habitants en 2021, contre 10,8 au Danemark, à tel point que la presse parle des « suicides de l'Arctique ».

Quelques patrons de l'île ne voient pas d'un si mauvais œil les ambitions de Trump sur le Groenland, qui pourraient représenter des perspectives de profits. Le réchauffement

climatique et la fonte des glaces pourraient permettre le développement de la pêche industrielle et, surtout, l'exploitation des terres rares dont le Groenland est riche.

Le syndicat groenlandais des pêcheurs et chasseurs se réjouit ainsi de l'allongement des saisons de pêche, mais ce développement de la pêche industrielle entraîne la dépendance grandissante des petits pêcheurs, obligés de s'endetter pour acheter des bateaux plus puissants.

Pour ce qui est des mines, les patrons locaux cherchent à développer les super-projets miniers pour exploiter les terres rares, avec bien souvent des dégâts énormes provoqués sur des sites naturels pourtant importants dans la culture inuite.

Les populations refusent cette impasse : en 2021, la mobilisation a permis l'annulation du projet d'une énorme mine d'uranium sur la montagne de Kvanefjeld, et imposé l'interdiction de l'ouverture de toute nouvelle mine d'uranium.

AURÉLIEN PÉRENNA • 20/01/2026

PRÉSIDENTIELLE AU PORTUGAL : UN SECOND TOUR ENTRE LE CANDIDAT SOCIALISTE ET CELUI DE L'EXTRÊME DROITE

Dimanche 18 janvier a eu lieu le premier tour de l'élection présidentielle dans une situation très polarisée par la montée du parti d'extrême droite Chega. Le candidat du PSD – la droite gouvernementale actuelle – est arrivé cinquième avec 11,3 %, derrière un autre candidat de la droite libérale, Cotrim de Figueiredo (16 %) et un amiral de la marine qui avait organisé la campagne Covid en 2020, Gouveia e Melo (12,3 %). Le mécontentement qui s'est exprimé lors de la grève générale très suivie du 11 décembre 2025 contre un projet de loi travail massivement rejeté a trouvé un écho dans les urnes avec l'avance inattendue du candidat du Parti socialiste.

Ce dernier, António Seguro, est arrivé en tête du premier tour avec 31,1 % des suffrages. Quasi inconnu de la population avant ces élections, si ce n'est pour ses positions plutôt droitières au sein du PS, il a bénéficié du vote de beaucoup de Portugais qui rejettent une extrême droite qui a le vent en poupe et qui ne voulaient pas voir son candidat, André Ventura, au second tour.

Celui-ci y retrouve quand même avec 23,5 %, soit 1,3 million de voix, une progression énorme pour un parti – Chega (« ça suffit » en français) – créé en 2019 avec une quasi-inexistance de l'extrême droite auparavant. Sans surprise, sa campagne a déversé une démagogie anti-immigrés et sécuritaire. Proche du Rassemblement national français, qui lui prodigue des conseils, il assène des propos outranciers à la mode Trump contre les travailleurs d'Asie (ceux-ci travaillent dans l'agriculture industrielle le plus souvent) : un de ses slogans de campagne était « Ici ce n'est pas le Bangladesh ! », encourageant y compris les agressions racistes. Et il répète à l'envi la devise de la dictature salazariste¹ : « Dieu, patrie et famille. »

Le vote pour l'extrême droite reflète, au Portugal comme ailleurs, un désespoir social, surtout en ce qui concerne les classes populaires. Cela pourrait sembler contradictoire dans un pays vanté dans les médias et par les économistes comme un petit miracle de croissance. Mais cette croissance rime pour les travailleurs, et même une partie importante de

classes dites « moyennes », avec inflation, prix exorbitants de l'alimentation, des logements, des salaires très bas qui font que le Portugal continue à être un pays d'émigration.

La spéculation immobilière, les visas et dégrèvements dorés accordés aux investisseurs ces dernières années, notamment par des gouvernements socialistes, ont conduit à une situation explosive : des familles vivent entassées, louent des chambres chez l'habitant, des bidonvilles repoussent.

Depuis 2022, il y a eu trois élections législatives, dont deux anticipées et la droite est revenue au pouvoir mais sans majorité pour gouverner.

On peut penser que le candidat socialiste l'emportera sur le candidat d'extrême droite le 8 février : en plus des électeurs de gauche, une partie des électeurs de droite reporteront probablement leur voix sur lui. Mais le soulagement de ne pas voir un Trump à la portugaise devenir président (avec peu de pouvoir au Portugal) ne résoudra pas l'appauvrissement croissant d'une partie de la population et il faudra reprendre le chemin des manifestations et de la grève.

ANNE HANSEN • 20/01/2026



IMAGE : PORTUGAL.FR

1. La dictature salazariste a duré de 1933 à 1974, où elle a été renversée par un processus révolutionnaire. Jusqu'à ces dernières années, l'extrême droite au Portugal, apparaissant comme liée à cette dictature, était largement rejetée.

Dossier

Un an de Trump au pouvoir

Le visage sans fard de la bourgeoisie !

En un an, Trump a chamboulé les relations internationales, redessinant la carte des zones d'influence en exigeant toujours davantage pour l'impérialisme américain : c'est ce qu'il a appelé la « doctrine Donroe », contraction de Donald Trump et de Monroe, le cinquième président des États-Unis qui, au xix^e siècle, voulait faire de l'Amérique latine l'arrière-cour de l'impérialisme américain naissant face aux puissances européennes.

Trump est intervenu dans les élections en Argentine, au Chili, au Honduras, encourage l'extrême droite dans tous les pays... Il veut s'arroger le pétrole du Venezuela, mais aussi le Groenland et son sous-sol. Il a obtenu la signature d'accords lui offrant les ressources de l'Ukraine et de la République démocratique du Congo.

Quant aux puissances européennes, il les traite en vassales. Il fait au grand jour ce que les puissances dominantes ont toujours fait vis-à-vis des autres, mais

souvent en coulisse. Car le monde capitaliste, c'est la jungle où règne la loi du plus fort : Trump se contente de l'afficher. Son arme : brandir des droits de douane exorbitants pour ceux qui n'accepteraient pas ses conditions. On l'a encore vu avec les menaces qu'il fait peser sur les pays européens qui s'opposeraient à ses visées sur le Groenland.

Ce n'est pas Trump qui a déclenché la guerre des matières premières. Poutine, avec la guerre en Ukraine, l'avait intensifiée, mais elle existait déjà ailleurs sur le dos des peuples, notamment en Afrique, pour la possession des minerais dont l'industrie a besoin. Biden avait d'ailleurs profité de la guerre en Ukraine pour imposer le gaz de schiste américain à l'Europe.

Mais, à l'intérieur même des États-Unis, Trump doit faire face à une baisse de popularité qui peut annoncer un regain des luttes, comme la mobilisation actuelle dans le Minnesota peut le laisser espérer. Outre la lutte contre l'immigration, qui se traduit par les

exactions des sbires de l'ICE, il avait axé sa campagne électorale contre la hausse des prix, qui avait culminé sous Biden. Mais, comme ici, les prix n'ont pas baissé pour retrouver leur niveau d'avant le Covid : l'inflation, même si elle a diminué, reste à un niveau élevé (2,7 % fin 2025) et les hausses des prix sont particulièrement importantes dans l'alimentation, les loyers et dans la couverture Santé (Trump a annulé l'extension de l'Obama Care mise en place par Biden, une catastrophe annoncée pour des dizaines de milliers de familles parmi les plus pauvres en 2026).

La hausse des droits de douane, supposée inciter les entreprises à investir directement aux États-Unis et y créer des emplois, n'a pour l'instant donné que de vagues promesses. Son seul « succès » est une augmentation des rentrées fiscales : les droits de douane perçus par l'administration américaine sont passés de 7 à 30 milliards de dollars par mois entre le début et la fin de 2025. Des montants qui ne bouchent cependant pas l'énorme déficit du budget dû aux exonérations fiscales et aux cadeaux faits aux plus riches. Un déficit qu'on demandera aux classes populaires de combler. Avec, fort heureusement, les luttes que cela annonce !

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 20/01/2026

Le monde capitaliste, c'est la jungle où règne la loi du plus fort : Trump se contente de l'afficher.

Une guerre idéologique tous azimuts

Les institutions culturelles et de recherche, ainsi que les chercheurs, sont dans le viseur de Trump. Femmes (pas homme !), genre, diversité, inégalité, discrimination, climat, justice climatique font partie des mots interdits dans les recherches scientifiques. Et gare à ceux qui les utilisent : leurs financements peuvent être coupés, leurs postes supprimés. Il s'agit de discréditer et d'empêcher les recherches universitaires analysant l'exploitation, les oppressions, les causes et effets du dérèglement climatique, les résistances populaires.

L'offensive s'est accompagnée de coupes dans les crédits d'organismes de recherche sur le climat, du ministère de l'Éducation, du limogeage de milliers de fonctionnaires chargés de la lutte contre les épidémies et des programmes publics de vaccination, d'interventions de la police de l'immigration ICE pour arrêter des étudiants étrangers sur des campus, etc.

Tout cela avec la complaisance des directions de grandes universités, qui se sont même parfois prises au jeu de la répression. Comme dans le cas du licenciement de l'historien et militant socialiste révolutionnaire Tom Alter, professeur à l'université du Texas, viré du jour au lendemain

pour avoir pris la parole dans une réunion militante en ligne.

L'administration Trump s'en prend aussi aux écoles, aux archives publiques, aux musées et même aux parcs et monuments nationaux accusés de promouvoir l'idéologie « woke » - des idées « de gauche » dans le langage Maga - et une vision dégradante de l'histoire du pays.

La Smithsonian, qui chapeaute les musées publics de Washington, a ainsi dû revoir le contenu de ses expositions pour supprimer toute critique des méfaits de l'esclavage ou du racisme. Tout doit être fait pour promouvoir le grand récit de l'exceptionnalisme des États-Unis, havre de liberté, porte-flambeau autoproclamé de la démocratie et de la civilisation occidentale.

Comme toute guerre idéologique, l'offensive trumpienne de réécriture de l'histoire et de falsification du raisonnement scientifique sert à légitimer l'oppression en mystifiant ses causes, à savoir la dictature de moins en moins voilée du capital. Effacer les traces des luttes sociales aux États-Unis est une condition de la mise en œuvre brutale d'une politique réactionnaire dans tous les domaines.



Les migrants, boucs émissaires du trumpisme

Lors de sa campagne, Trump avait ciblé sa haine contre les immigrés. Depuis, le locataire de la Maison-Blanche est passé des imprécations aux actes...

L'ICE : UN BRAS LOURDEMENT ARMÉ...

La police de l'immigration et des douanes, l'ICE, a vu ses effectifs plus que doubler l'été dernier. Un « job dating de guerre » a permis de recruter 12 000 agents. Parmi eux, d'anciens militaires en mal d'action, des xénophobes revendiqués, mais aussi... des immigrés prêts à traquer leurs semblables, pour 50 000 dollars par an.

Durant le premier mandat de Trump, l'ICE poursuivait les migrants tentant d'entrer sans visa aux États-Unis, le long de la frontière avec le Mexique. Aujourd'hui, elle intervient partout dans le pays. Ses objectifs ont été relevés, passant de 1 000 à 3 000 arrestations par jour. Combinées à l'impunité promise à ses agents entraînés et équipés pour la « guérilla urbaine », ces directives ont produit un déferlement de violence. Pas moins de 32 personnes sont mortes de sa main en 2025. L'ICE sature un quartier de ses agents avant d'arrêter au faciès, en masse, et toujours très brutalement. Elle relâche d'ailleurs tous les jours des citoyens américains indûment cofrés.

... À L'ACTIVITÉ TRÈS POLITIQUE

La démagogie raciste de l'ICE n'est pas seulement calibrée pour rallier les votes d'une petite bourgeoisie aux préjugés xénophobes, qui serait rassurée de voir des flics agir « durement avec le crime ». Elle est au contraire là pour terroriser la population dans son ensemble. Voilà pourquoi Trump, au lieu de taire les aspects les plus ignobles de sa politique – comme les expulsions de migrants dans des pays dictatoriaux, ou l'*« Alcatraz des alligators »*, ce camp de concentration en construction en Floride – mène grand tapage autour.

Dans les villes républicaines, l'ICE fait profil bas, prétendant que la coopération avec la police locale lui permet d'atteindre ses objectifs. Les électeurs de Trump ne doivent pas se sentir agressés, mais sont supposés se repaire du spectacle de la violence déchainée contre les villes et les États démocrates.

Mais la chute de popularité de Trump, y compris parmi ceux qui avaient voté pour lui, et les réactions qui commencent à apparaître, montrent que cette « stratégie » ne fonctionne pas, et c'est tant mieux ! Mais, pour que la résistance au trumpisme l'emporte, elle devra faire comprendre à toutes les classes populaires du pays, y compris celles qui ne vivent pas les descentes de l'ICE, en quoi il est de leur intérêt de se solidariser avec cette résistance.

MATHIEU PARANT • 20/01/2026

LES DÉMOCRATES (ENFIN) PRÊTS... MAIS À QUOI ?

Faire le bilan d'un an de Trump à la Maison-Blanche, c'est aussi faire le bilan d'un an d'opposition pour les Démocrates. Et le moins qu'on puisse dire, c'est que le résultat est piteux.

Les hiérarches du parti sont restés silencieux dans les premiers mois de 2025. Prudence ? Pas vraiment. Trump y a vu une faiblesse et a multiplié insultes et menaces ! Lorsqu'une première réaction s'est dessinée au printemps dans divers secteurs de la société américaine, le parti a canalisé la colère vers des recours juridiques éprouvants, en s'appuyant sur ses relais dans les associations de quartier.

En fait, les Démocrates tiennent d'abord à montrer leur loyauté, non pas tant envers les institutions de la « démocratie » américaine – que Trump foule aux pieds et qu'ils ne protègent pas –, qu'envers la bourgeoisie des États-Unis dont ils servent aussi les intérêts. Avec quels aspects de la politique de Trump rompraient-ils si l'Ice revenaient aux affaires ? Bien malin qui pourrait le déterminer. Leur bras de fer sur le budget 2026 a certes occasionné cet hiver un de ces « shutdowns » (fermeture des services publics fédéraux, hormis... l'ICE bien sûr !) dont les Républicains étaient friands quand ils étaient dans l'opposition. Mais les sénateurs démocrates ont vite couché les pouces.

Alors que Trump déployait cet été la garde nationale dans plusieurs grandes villes démocrates, et aujourd'hui face aux violences de l'ICE (voir l'article ci-contre), les Démocrates se contentent de priver

les forces fédérales du soutien des polices locales qu'ils dirigent. En fait, leurs efforts sont tournés vers le renouvellement du Parlement lors des « midterms » de novembre 2026, les élections de mi-mandat. Ils gardent un pied dans tous les groupes qui se créent pour contrer l'ICE ou manifester contre Trump sous la bannière « No King »... pour mieux les emmener aux urnes à l'automne.

Leurs succès dans quelques élections locales ces derniers mois les confortent dans cette stratégie. À l'aile gauche du parti, certains voient un porte-étendard dans le nouveau maire de New York Zohran Mamdani. Mais le « socialiste » revendique à beau qualifier Trump de « fasciste » – lequel le traite de « 100 % cinglé communiste » –, ils ont posé ensemble tout sourire à la Maison-Blanche et confessent échanger des SMS toutes les semaines. L'art démocrate de négocier avec ses interlocuteurs républicains les confettis du programme social grâce auquel on a enterré les mobilisations ? Le bipartisme a de beaux jours devant lui...

MATHIEU PARANT • 20/01/2026

Le 23 janvier, dans le Minnesota, journée « sans travail, sans école, sans achats » :

Ceux qui en ont assez de Trump commencent à le lui faire sentir

90 syndicats et organisations communautaires, féministes, religieuses du Minnesota appellent à une journée « sans travail, sans école, sans achats » le 23 janvier suite au déploiement dans cet État du Nord-Ouest des États-Unis de 3 000 agents de l'ICE.

Le montant du budget de l'ICE, s'il s'agissait du budget militaire d'un État souverain, en ferait la seizième puissance du monde. Leurs équipes véhiculées, armées et masquées harcèlent les habitants. Cette bande de criminels bénéficie d'une promesse d'impunité de Trump pour terroriser les immigrés et s'attaquer à toutes celles et ceux qui s'en solidarisent : Renee Good, une poétesse mère de trois enfants, a payé de sa vie le 7 janvier d'avoir observé une équipe de l'ICE depuis sa voiture, assassinat qui a suscité une indignation qui a dépassé les frontières des États-Unis.

RÉPONSE MASSIVE DE LA POPULATION

Trois jours plus tard, le 10 janvier, 10 000 personnes manifestaient à Minneapolis. Le 14, l'ICE a encore tiré une balle sur un immigré vénézuélien, dans la jambe cette fois. Mais l'ICE est tombée sur un os : les habitants du quartier populaire où cette nouvelle exaction s'est produite s'étaient organisés. Ils et elles ont utilisé des sifflets d'alerte, amenant en très peu de temps des centaines de personnes qui ont mis en fuite les sbires de Trump avant de brûler leurs véhicules. On a aussi pu recenser plusieurs débrayages, dans le métro, à la poste ou dans les bus, en réaction à des arrestations de travailleurs immigrés, ainsi que de multiples rassemblements et manifestations touchant différents quartiers de Minneapolis et Saint-Paul, la ville ju-

melle située à quelques kilomètres.

Le 15 janvier, Trump a agité la menace d'envoyer l'armée fédérale à Minneapolis. Mais l'appel du 23 janvier montre qu'une volonté de ne pas se laisser intimider existe. Un nombre croissant de syndicats locaux et d'associations commencent même à parler du 23 janvier comme d'une « grève générale ». Leurs revendications : que l'ICE s'en aille du Minnesota, que les policiers coupables d'exactions soient poursuivis, qu'aucun financement supplémentaire ne soit attribué à ICE par l'État et, enfin, que les entreprises privées coupent tout lien économique avec l'agence fédérale. Même si l'appel est signé par la fédération syndicale AFL-CIO du Minnesota, la grève n'a pas encore été votée.

ACCUMULATION D'EXPÉRIENCE

À l'heure où ces lignes sont écrites, il est impossible de prévoir l'ampleur qu'aura la mobilisation. Ce qui est cependant notable, c'est que de multiples réseaux militants pré-existants ont joué un rôle pour nourrir la réaction populaire. Renee Good a été assassinée à quelques rues de l'endroit où Georges Floyd avait été lui aussi exécuté par la police en 2020. À la suite de ce meurtre, le mouvement « Black Lives Matter » avait mobilisé 500 000 personnes à travers le pays. À Minneapolis, au cours de ces manifestations contre la violence raciste de l'État américain, les voisins avaient fait connaissance les uns avec les autres.

Ces liens ont favorisé l'émergence de plusieurs conflits sociaux, comme en 2022, où la Fédération des enseignants du Minnesota avait organisé une grève commune des personnels enseignants (majoritairement blancs) et non enseignants (majoritairement

noirs) contre le racisme, y compris dans le cadre professionnel. Ce syndicat s'inspire aujourd'hui du Chicago Teachers' Union qui, lors des descentes de l'ICE dans cette ville, avait organisé les enseignants en lien avec les parents d'élèves pour faire des écoles des « sanctuaires » et barrer la route aux arrestations.

DES MOBILISATIONS DISPERSÉES..., MAIS QUI ÉRODENT LA POPULARITÉ DE TRUMP

Dès le début du premier mandat de Trump, en 2017, une manifestation féministe massive avait été organisée au niveau national. Mais, en 2025, il a fallu attendre six mois, de janvier à juin, avant que les manifestations « No Kings » aient lieu : la quasi absence de toute opposition sérieuse à Trump à l'échelle nationale lui laisse pour l'instant la possibilité de mettre en place sa politique. Des mobilisations avaient déjà eu lieu dans plusieurs villes contre l'ICE, notamment à Los Angeles. Bien d'autres protestations d'ampleurs diverses et sur toutes sortes de question ont lieu un peu partout dans le pays. Elles reposent sur des réseaux militants localisés, isolés les uns des autres. Très peu de médias en parlent... de peur des représailles de l'administration Trump. Mais la popularité de Trump est en baisse : 55 % d'opinions défavorables, selon les instituts de sondage. Ce n'est qu'un simple indicateur, mais il ne peut qu'encourager la détermination et la capacité d'organisation que démontrent les manifestants du Minnesota. Et préparer demain, peut-être, une réaction dans tout le pays.

ED MCBEYNE • 20/01/2026

Transports en région lyonnaise : l'usine à gaz de la gratuité partielle

Quand il fait très froid et très beau, il arrive que l'agglomération lyonnaise subisse un pic de pollution du fait de la baisse de la qualité de l'air. C'est en effet lorsque les particules liées aux différentes sources de chauffage s'ajoutent au trafic routier (en hausse quand il fait froid) qu'on observe une dégradation importante de la qualité de l'air. Et, bonne nouvelle paradoxale, ces jours-là, au nombre des mesures prises, les transports sont gratuits.

Alors se révèle la complexité bureaucratique ridicule envisagée par les organisateurs du transport pour mettre en place cette gratuité très limitée, qui disparaît évidemment dès le lendemain du pic...

TBM Keolis Bordeaux : grève pour les conditions de travail

Durant deux semaines avant les fêtes, les agents de conduite des tramways se sont mis en grève pour protester contre une réorganisation du réseau liée à l'ouverture de deux nouvelles lignes... Le développement de l'offre de transport pourrait être accueilli avec satisfaction par les salariés, mais quand l'organisation incombe à un patronat qui ne pense qu'à la rentabilité, il vaut mieux rester lucide.

Les conducteurs se sont organisés sur un groupe WhatsApp géant [...] pour aboutir à une modalité de grève partielle [...] qui a fait plier la direction.

Ainsi, ces deux nouvelles lignes ont été pensées avec des temps de retournement (arrivée au terminus, changement de cabine, et préparation de la nouvelle course) tout à fait insuffisants (2 min 30) ! Les conducteurs se sont organisés sur un groupe WhatsApp géant (plus de 800 collègues) pour aboutir à une modalité de grève partielle de moins d'une heure par jour, modeste, mais qui a fait plier la direction, car c'est jusqu'à 20 % des conducteurs qui ont suivi cet appel. Ironie, la dizaine de rames laissées au dépôt du fait de la grève rendait le trafic des plus fluides sur ces heures-là, donnant directement raison aux travailleurs... Les temps de retournement ont été

Ce qui change surtout en cas de pic, dans le nord-Isère par exemple, c'est qu'en fonction des différentes situations des voyageurs, selon qu'ils soient abonnés ou non, que le niveau du pic soit 1 ou 2, qu'ils réalisent un voyage unique ou sur la journée, les conducteurs devraient sortir des billets « picpo » adaptés. Autant dire qu'il est plus simple d'aller vers la journée portes ouvertes ! Et pas seulement les jours de pic pollution d'ailleurs.

CORRESPONDANT • 20/01/2026



portés à dix minutes depuis le 5 janvier et les grévistes restent attentifs à la nouvelle organisation.

Cette grève s'est appuyée sur un préavis qui courrait, car direction et syndicats étaient par ailleurs en pleine NAO. On ne peut que regretter que les organisations syndicales, privilégiant leurs calculs de boutique (pour signer une augmentation bien modeste de 1 %), aient retiré des préavis qui auraient pu donner une autre tournure à ce mouvement. Parions que, forts de cette expérience, les travailleurs sauront les y contraindre la prochaine fois !

CORRESPONDANTS • 20/01/2026

Algues vertes et patrons criminels

Ca fait déjà plus de quinze ans que la famille de Thierry Morfoisse, mort intoxiqué par l'hydrogène sulfuré en 2009 au volant de son camion après un chargement d'algues vertes en putréfaction, essaye de faire reconnaître en justice la responsabilité de l'employeur. Jeudi 8 janvier la Cour de cassation a enfin annulé le jugement de 2023 de la cour d'appel de Rennes qui avait décrété la cause de la mort « totalement étrangère au travail ».

« *Avec les protections, il ne serait pas mort* » rappelle la fille du chauffeur, d'autant que déjà depuis 2007 un arrêté préfectoral exigeait, pour la manipulation de ces algues en putréfaction, un masque à gaz et détecteur et une visite médicale annuelle des travailleurs concernés. Obligations non appliquées par l'employeur.

D'autres salariés de l'entreprise de ramassage des algues ont témoigné en avoir été victimes avant cet accident. L'un d'eux expliquait : « *Quand on bouge les tas, on dérouille ! Le masque à gaz, on devrait nous l'imposer !* » Un autre racontait

que, ramassant des algues à Hillion en baie de Saint-Brieuc, « *alors que je conduisais le chargeur, d'un coup je n'ai plus rien vu... J'ai dû m'arrêter et c'est le conducteur de camion qui m'accompagnait qui m'a ramené* ». Pour la fille de la victime, tous ses collègues et le comité de soutien qui s'est formé, le marathon judiciaire n'est pas fini pour faire reconnaître l'intoxication par l'hydrogène sulfuré comme accident du travail. La décision de la Cour de cassation ne fait que rouvrir le dossier.

Quand on bouge les tas,
on dérouille ! Le masque à gaz,
on devrait nous l'imposer !

D'autant que le dossier des « algues vertes » ne s'arrête pas là : en 2016 un jogger était retrouvé mort dans l'estuaire du Gouessant en 2016, intoxiqué lui aussi à l'hydrogène sulfuré.

LES URGENCES DE ROUEN (ENCORE) SATURÉES

Le CHU de Rouen fait face à une nouvelle saturation, d'où l'ouverture du plan hôpital en tension (HET) le 6 janvier 2026. Aux urgences, les patients s'entassent, les temps d'attente explosent et les conditions d'accueil se dégradent.

Le problème dépasse largement un seul service. Les urgences, en première ligne, absorbent l'engorgement de tout l'hôpital. Faute de lits disponibles dans les services, des patients restent des heures, voire des jours, sur des brancards. L'ouverture de lits HET, présentée comme une solution d'urgence, a des conséquences pour tous les patients : certaines hospitalisations programmées n'ont tout simplement pas lieu, et les lits supplémentaires ouverts le sont sans renfort de personnel, laissant des équipes déjà épuisées tenter de faire face avec les mêmes effectifs.

Contrairement aux idées reçues, la saturation des urgences n'est pas due à la « bobologie ». L'augmentation des hospitalisations par consultation confirme d'ailleurs que les passages aux urgences répondent à des besoins de soins urgents.

Si le contexte d'épidémie hivernale joue un rôle, il ne peut pas servir d'explication. Chaque année, cet argument revient, alors que dans le même temps des services sont régulièrement fermés par manque de personnel, réduisant mécaniquement le nombre de lits et aggravant l'engorgement des urgences.

Cette crise est tristement illustrée par le cas d'une patiente de 99 ans, contrainte d'attendre 64 heures sur un brancard avant qu'une place d'hospitalisation ne se libère, en novembre dernier au CHU. Et ce n'est pas un cas isolé : tous les hôpitaux sont concernés, révélant le caractère profondément structurel de ces crises à répétition. Comble du cynisme : le ministère de la Santé réussit encore à faire mine d'être surpris des résultats de sa propre politique.

CORRESPONDANTE • 20/01/2026

PARACHUTE EN OR MASSIF

Début janvier, Marie-Ange Debon, la nouvelle PDG du groupe La Poste s'est fait octroyer un « parachute doré », à savoir une indemnité de départ fixée à 950 000 euros. Au même moment, on obligeait les facteurs et factrices qui ne peuvent pas se rendre sur leur lieu de travail à cause de la neige à poser des jours de congés... Attention à la chute qui peut être rapide et brutale quand on est trop gourmand.



Mais, en plus des patrons responsables, le Medef et le complexe agro-industriel breton voudraient être blanchis, on voit même des élus locaux qui craignent pour la « réputation touristique de la Bretagne ».

CORRESPONDANT

Yves Rocher : sous le vernis cosmétique, l'exploitation la plus brutale

Le 20 novembre dernier, le groupe français Yves Rocher comparaissait au tribunal de Paris. 81 salariés de son ancienne filiale en Turquie, Kosan Kozmetik, située dans banlieue ouvrière d'Istanbul, principalement des femmes, l'ont assigné en justice pour violations des droits fondamentaux des travailleurs et travailleuses entre 2012 et 2024 : des conditions de travail compromettant leur santé, le licenciement de plus de 130 syndiquées ou jugées trop proches du syndicat. Elles ont été licenciées pour « comportement immoral ou dégradant » selon l'article 25-2 du Code du travail turc, une accusation inscrite dans leur casier judiciaire, les plaçant sur une liste noire les empêchant de retrouver du travail. Le résultat de l'audience ne sera connu que le 12 mars prochain.

Trois des plaignantes ont fait le déplacement jusqu'à Paris.

Elles décrivent les pressions constantes à la productivité, des journées de travail de 12 heures, une ambiance de stress, sous les cris et les avertissements de l'encadrement. Les accidents de travail sont fréquents. Les chefs leur interdisent toute pause et vont jusqu'à cacher la clé des toilettes pour les empêcher de s'y rendre, les forcent à rester à leur poste même si elles sont malades.

Les femmes touchent des salaires inférieurs de 20 % à ceux des hommes pour un même poste avec la même ancienneté. Face à celles qui osaient réclamer, les chefs répondaient que seuls les hommes avaient leur famille à charge et le salaire des femmes représentait l'argent de

pochette... Les agressions sexuelles sont courantes. Celles qui sont vues comme contestataires sont envoyées dans les secteurs les plus dangereux, les départements poudre, fard et mascara, où les solvants et les poudres volatiles agressent les ouvrières à qui l'employeur ne fournit ni gants ni masque. Vertiges, nausées et évanouissements sont quotidiens. N'ayant ni vestiaires ni douches, elles ramènent les traces de ces produits hautement toxiques au sein de leur famille.

En 2018 elles avaient décidé de créer leur syndicat, affilié à la Türk-İş. Mais les chefs ont fait la chasse à coups de menaces ou de primes de loyauté pour inciter à la délation, allant jusqu'à extorquer leurs mots de passe aux salariés pour vérifier s'ils reçoivent des mails du syndicat et le licenciement de 132 salariées syndiquées. Avec leur syndicat, elles occupent pendant 300 jours l'entrée de l'usine, malgré les intimidations et l'intervention des forces de l'ordre et dénoncent la responsabilité de la maison mère, Yves Rocher.

Ce groupe de 13 000 salariés à travers le monde et de 2,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires n'en est pas à son coup d'essai. En 2006, 133 ouvrières burkinabées, payées le tiers du salaire minimum burkinabé, l'ont fait plier après que le groupe ait fermé sa filiale parce qu'elles s'étaient syndiquées : leur combat leur avait permis d'obtenir le paiement de 30 mois de salaire.

RÉGINE TOURNIER • 20/01/2026

« Plan 800 collèges » : caporalisation des profs, mais pas de moyens en plus !

Le 18 décembre, le ministre de l'Éducation, Édouard Geffray, a publié au *Bulletin officiel* une liste de 800 collèges sélectionnés pour leurs faibles résultats au brevet, dans lesquels il préconise une série de mesures. S'agit-il de donner des moyens supplémentaires, afin que tous les postes d'enseignants soient pourvus, que les classes soient moins chargées, que les locaux soient moins vétustes ? Pas du tout ! La première préconisation est de... conserver les groupes de niveau, alors même que dans la plupart des collèges, ces groupes n'ont pas été mis en place face à la mobilisation des parents et des enseignants. C'est d'ailleurs ce refus d'appliquer cette politique de sélection

sociale que le ministre garde en travers de la gorge, et c'est la raison pour laquelle cette note est en réalité une série de préconisations aux inspecteurs et aux chefs d'établissement pour mettre au pas le personnel réfractaire.

La plupart de ces collèges sont des établissements de quartier populaire, classés « éducation prioritaire », un classement censé permettre d'avoir de (très) maigres moyens supplémentaires. Avec ce « plan 800 collèges », Édouard Geffray veut en finir définitivement avec ce système, pour pouvoir faire encore davantage d'économies sur le dos des élèves, des parents et des profs.

CONCOURS DE L'ENSEIGNEMENT : LE MINISTÈRE APPLIQUE L'AUSTÉRITÉ AVANT MÊME LE VOTE DU BUDGET

La réforme des concours de recrutement pour être prof est censé ouvrir ces concours pour les étudiants au niveau bac+3 au lieu de bac+5. 7 900 postes étaient censés être ouverts dès la L3, et 88 000 étudiants s'étaient inscrits pour passer ces concours. Mais voilà... le ministre « ne sait pas organiser ce concours », comme il l'a déclaré sur France 2 le 18 décembre. Le prétexte de cette non-organisation du concours ? La faute de ce satané budget qui n'est pas voté !

S'il y a bien quelque chose que le ministre sait organiser, c'est l'austérité ! Et tous les prétextes sont visiblement bons ! En attendant, 88 000 étudiants qui le préparent ne savent toujours pas s'ils vont pouvoir passer le concours. Cela fera autant de postes non pourvus dans les établissements à la rentrée... et donc d'élèves sans profs.

Interview

Les contre-vœux de la CGT des gardiens de troupeaux : une année de lutte !

Lundi 12 janvier, le syndicat des gardiens de troupeaux CGT organisait ses vœux devant la chambre d'agriculture de l'Isère à Moirans. Nous avons interviewé Emmeline, une des militantes du syndicat.



Pourquoi avez-vous organisé ces vœux et pourquoi ici ?

On est à la chambre d'agriculture de l'Isère, c'est le siège de la FNSEA qui organise aujourd'hui ses vœux. On fait nos contre-vœux pour rappeler nos conditions de travail comme salariés agricoles. Le bilan de l'année 2025 a été lourd pour nous : deux gardiens de troupeaux sont morts cet été et il y a eu d'autres cas graves.

Quelle est votre actualité revendicative ?

Nous avons plusieurs revendications : conditions de travail, salaires, prime d'équipement, prise en compte des frais des chiens de conduite¹, logement². Il existe actuellement un accord en Savoie qui garantit aux gardiens de troupeaux d'être payés 44 heures pour leur travail³ et d'avoir six jours de congés payés supplémentaires en fin de saison. Nous demandons l'extension de cet accord à toute la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Quelles seront vos prochaines actions ?

Le 11 février va commencer la foire de Saint-Martin-de-Crau. La plaine de la Crau, dans les Bouches-du-Rhône, c'est là où il y a les plus grosses exploitations ovines comme Bourgeois, Trouillard, Soldat, des noms qui ne s'inventent pas. Leurs troupeaux atteignent 25 000 têtes contre quelques centaines en moyenne. L'hiver, les éleveurs de la Crau font travailler les bergers dans la plaine et l'été, ils montent les bêtes en camions dans les pâturages alpins. La foire est le grand rendez-vous des éleveurs qui se remettent des prix. C'est une foire aux bestiaux, mais aussi une foire aux bergers qui viennent chercher un contrat pour l'été. L'an dernier on avait déroulé une banderole au-dessus de l'estrade, donc cette année, ils s'attendent à ce qu'on récidive !

1. Les gardiens de troupeaux doivent aujourd'hui payer eux-mêmes leurs chaussures et les fournitures pour leurs chiens.

2. Durant l'estive, la longue période d'été où les troupeaux pâturent, les gardiens de troupeaux sont en permanence avec eux, avec des logements parfois plus que sommaires (cabanes sans lumière ou eau chaude, bungalow, tente...).

3. Dans la plupart des cas, les gardiens de troupeaux effectuent 70 heures en étant payés 35 heures au Smic.

Interview

Échos de la mobilisation des agriculteurs en Ariège

INTERVIEW D'UN SALARIÉ AGRICOLE

Peux-tu raconter comment s'est passé le barrage où tu étais présent ?

Suite à l'abattage de 25 bovins à Buzan en Ariège, un barrage filtrant organisé à l'initiative d'agriculteurs d'Ariège s'est transformé en barrage bloquant les CRS et les vétérinaires abatteurs militaires. Cinquante manifestants, des agriculteurs mais aussi des soutiens extérieurs et des élus, des habitants aussi, ont bloqué 150 CRS et gendarmes pendant deux heures et demie. Le préfet est venu dialoguer et on l'a bloqué aussi pendant une heure.

On a obtenu deux choses : la levée des plaintes du préfet suite aux dégradations de la veille sur la sous-préfecture de Saint-Girons et du centre des impôts (environ 1000 tonnes de détritus déversés). Le préfet s'était engagé à porter les revendications à la ministre, à savoir ne plus abattre les troupeaux vaccinés, et, en cas de test positif après le vaccin, de retester plusieurs jours après pour savoir si cela était lié au

vaccin ou pas avant de statuer sur un abattage. La ministre a refusé ces revendications.

Par rapport à la dermatose nodulaire contagieuse, quelles seraient les solutions envisageables et quelles revendications peut-on porter ?

Par rapport à l'abattage, l'État ne paye pas toutes les indemnités qui devraient normalement être versées en compensation des pertes : du coup, ces abattages généralisés coulent vraiment les exploitations concernées. En Ariège, il y a eu 345 bêtes abattues depuis décembre, et peut-être 300 à Saverdun bientôt. Pour les exploitations concernées, c'est tout le travail de plusieurs années qui est effacé d'un coup. Ce qu'il faudrait, au lieu d'abattre systématiquement, c'est utiliser le traitement antiviral qui existe, vacciner le cheptel et laisser le cheptel s'immuniser sans abattre tout le troupeau.

Stellantis : l'ouvrier polonais menacé comme les autres



PLUS DE VIDÉOS

Stellantis veut virer environ 740 salariés (CDI et intérimaires) de l'usine d'assemblage automobile de Tychy en Pologne (environ 30 % des 2 378 salariés). Dans trois mois seulement. Certains en France portaient des accusations mensongères et xénophobes contre le « plombier polonais » qui volerait « notre » travail. En réalité le travailleur polonais est une victime du grand monopoly mondial de l'exploitation capitaliste. Comme nous tous.

En Italie, la production de véhicules particuliers de Stellantis est au plus bas depuis 1955, les travailleurs ont des salaires réduits avec le chômage technique généralisé. En France, Stellantis Douvrin (un site qui avait encore 1 500 salariés il y a cinq ans) va fermer définitivement vers mars. À Mulhouse, Stellantis vire en ce moment 400 intérimaires (sous prétexte de 30 % de production en moins), la direction ne parvient pas à cacher son intention de fermer l'usine Stellantis de Poissy dans environ 18 mois (2 000 salariés)...

Stellantis est en train d'ajuster la production (pour des voitures qui deviennent des produits de luxe), de la concentrer sur moins de sites pour maintenir ou augmenter la rentabilité et renouveler ses alliances avec des partenaires chinois.

Contrairement à ce qu'il prétend, le groupe a plein d'argent et de projets. Stellantis va investir 13 milliards aux États-Unis et 6 milliards au Brésil, a déjà investi 1,2 milliard pour l'extension de son usine marocaine de Kenitra, en 2025 l'usine espagnole de Vigo a produit 600 000 voitures (quasi-maintenant autant que les cinq usines d'assemblage en France de Stellantis).

Stellantis multiplie les partenariats avec le chinois Leapmotors (dont Stellantis possède 20 %) et avec le géant chinois de la batterie CATL pour faire des voitures « chinoises » en Europe. Ce qui n'empêche pas les dirigeants de Stellantis de dénoncer hypocritement la « menace chinoise » devant les médias.

Que ce soit en Pologne, en France ou ailleurs dans le monde, les salariés sont tous concernés par les attaques de Stellantis. Ceux qui pointent les salariés étrangers comme les responsables des licenciements, sont nos ennemis et des amis des patrons. Exigeons ici et là-bas, le maintien de tous les emplois et tous les salaires ! Travailleurs de tous les pays unissons-nous contre tous les capitalistes qui nous licencient !

CORRESPONDANT • 20/01/2026

JUSTICE POUR EL HACEN DIARRA, MORT AUX MAINS DE LA POLICE À PARIS

L'année 2026 commence par une nouvelle tragédie liée à la violence policière systématique qu'installent le gouvernement (entre autres avec sa circulaire Retailleau) et tous ceux qui à droite ou à l'extrême droite ciblent les immigrés et les présentent comme les responsables de tous les maux, comme si ce n'étaient pas les patrons les responsables des bas salaires, des retraites minables et du chômage. C'est sur ce terreau raciste cultivé en haut lieu que les crimes ont lieu : aujourd'hui celui qui a coûté la mort, dans les locaux du commissariat de police du 20^e arrondissement, à El Hacen Diarra, un homme de 35 ans originaire de Mauritanie, qui vivait depuis quatre ans dans le foyer de travailleurs africains « Les Mûriers », dans le quartier du Père-Lachaise à Paris. Il a été jeté à terre, roué de coups (la vidéo d'un témoin du voisinage le montre) et visé par un taser... arme apparemment bien fatale ! La famille porte plainte pour « violences volontaires ».

ET LE QUARTIER A RÉAGI

Dimanche 18 janvier à 14 heures, un important rassemblement (au moins mille personnes ou plus devant le foyer), a répondu à l'appel de la famille. Recueillement, mais aussi indignation devant cette nouvelle manifestation de violence raciste. C'est ce qui émanait de cette foule compacte d'habitants du quartier qui ont le cœur à gauche ou à l'extrême gauche, dont beaucoup militent dans des associations, des syndicats ou des partis. Assa Traoré était là (la sœur du jeune Adama mort en 2016 sous les coups de la police), comme quelques députés PCF ou LFI, ces derniers pour dénoncer le crime raciste, mais au nom d'une police qui devrait être « républicaine », comme si la police n'était pas un instrument de l'ordre social bourgeois, des riches contre les travailleurs et les pauvres.

À PARIS, COMME AILLEURS, LA POLICE TUE

Donc, encore une nouvelle mort en ce début d'année 2026. Encore un mort dont la couleur de peau a dû encourager la police. Encore un mort qui appartient à notre monde de travailleurs et travailleuses que le gouvernement et tous les réactionnaires de droite et d'extrême droite cherchent à diviser par tous les moyens, y compris le racisme qui pousse au crime. À des crimes qui restent généralement impunis, après des enquêtes qui s'embrouillent.

Ce crime intervient dans un contexte où on ne peut que pointer du doigt un Macron qui joue au petit Trump et ses cohortes de police anti-immigration ICE. Paris n'est pas Minneapolis mais ça commence à y ressembler ! À nous, dans les entreprises et les quartiers, bien plus nombreux, bien plus solidaires, de militer pour que ça change. Les militants locaux du NPA-Révolutionnaires étaient présents au rassemblement et ont apporté leur solidarité à la famille et aux proches de El Hacen Diarra. La mobilisation est loin d'être terminée contre ce nouveau crime raciste.

BENJAMIN GUIGNARD • 20/01/2026

Les municipales, ça continue !

GRENOBLE.

PREMIER DÉBAT PUBLIC POUR LES MUNICIPALES : DE LA PLACE POUR LES IDÉES RÉvolutionnaires !

Notre candidat, Baptiste Anglade, était invité à débattre avec presque tous les candidats sur le thème de la culture à l'Ampérage. Presque tous les candidats, car Valentin Gabriac, du RN, n'a pas été invité par le réseau Tempo qui organisait cette soirée. Celui-ci n'a pas caché son mécontentement, mais comme l'a rappelé notre candidat, Alain Carignon, LR, était présent pour représenter les idées réactionnaires et pour agiter l'angoisse sécuritaire.

Les candidats se sont exprimés à tour de rôle sur cinq thèmes différents devant plus de 200 personnes. Ce débat a été l'occasion d'exprimer que c'est par leurs luttes que les travailleurs de la culture pourront améliorer leurs conditions de travail et mettre un coup d'arrêt aux coupes dans les budgets et à la casse du secteur, notamment promu par la droite, qui s'est servi du débat pour dérouler son programme d'austérité.



Droit de se faire exploiter mais pas de voter ?

Les élections municipales approchent, et, encore une fois, des millions de personnes n'auront pas le droit de voter, car de la « mauvaise nationalité » ou trop jeunes.

En France, à 16 ans, on a le droit de se faire exploiter au travail pour remplir les poches des patrons (et même plus tôt, pour des stages ou l'apprentissage). On peut même mourir au travail comme c'est arrivé l'an dernier à un lycéen de bac pro de 17 ans dans une usine de Saône-et-Loire ou à un apprenti de 16 ans dans le Maine-et-Loire, et bien d'autres. Alors oui, même à 16 ans, on devrait avoir le droit de voter, d'exprimer son point de vue et ses idées dans les urnes.

Heureusement, les jeunes n'attendent pas ce droit pour s'engager et faire de la politique, bloquer leur lycée face aux injustices, ou descendre dans la rue en soutien à la Palestine. Et ils ont bien raison !

Inégalité face au vote également pour tous les étrangers résidant et travaillant en France. En première ligne dans bien des secteurs de l'économie, considérés comme main-d'œuvre

bon marché pour le patronat, surexploités au travail, les étrangers qui vivent en France sont eux aussi privés du droit de vote (sauf ceux de l'Union européenne aux Municipales et aux Européennes).

La gauche institutionnelle a longtemps promis le droit de vote, mais uniquement aux élections locales. C'était une des 110 propositions de Mitterrand en 1981, la 50^e promesse du programme de Hollande en 2012 qui a préféré finalement la casse du Code du travail et la chasse aux Rroms. La FI le défend aujourd'hui dans son programme. Mais pourquoi se contenter des élections locales ? Les étrangers n'auraient pas leur mot à dire sur la politique nationale ? « *On vit ici, on bosse ici, on reste ici* », eh bien, ils devraient pouvoir voter ici ! Au-delà du droit de vote, il faut en finir avec toutes les discriminations et toutes les politiques racistes et anti-immigrés ! Des papiers et des droits pour tous !

BART RUZ • 20/01/2026

À Ivry-sur-Seine, une liste qui voit rouge

Dans ce bastion du « communisme municipal », le PCF fête ses 100 ans à la tête de la municipalité. Une série uniquement interrompue sous Vichy ! Certes, cela veut dire un peu plus de logement social, un peu plus d'activités culturelles accessibles à tous et à toutes et une mairie qui affiche son soutien au peuple palestinien... Mais cela veut dire aussi beaucoup de routine gestionnaire et un accompagnement des logiques capitalistes qui ne s'arrêtent pas aux portes d'Ivry : la pression foncière est par exemple de plus en plus importante, alimentée par le « potentiel » de grandes friches industrielles situées à quinze minutes de Paris. Les loyers grimpent en flèche alors que les salaires ne suivent pas et les listes d'attente s'allongent pour accéder au logement social ou à une place en crèche. Quant au chômage, il atteint plus de 14 % dans la commune...

Rien qui ne se règle fondamentalement depuis le fauteuil d'un maire quelles que soient ses plus ou moins bonnes intentions : seules nos luttes permettront d'inverser la vapeur ! C'est notamment ce message que notre liste, menée par Selma Labib, conductrice de bus à Ivry, et Benoit Chazerand, aiguilleur à la SNCF, a commencé défend sur les marchés et à la sortie des métros. Lors de ces activités, on a surtout entendu un ras-le-bol général contre le coût de la vie et une colère sourde contre tout ce qui ressemble à un politicien : les allusions aux épisodes les plus « tranchants » de la Révolution française ne sont pas rares.

Petite nouveauté du cru électoral 2026 : le RN tente pour la première fois de mettre un pied à Ivry en cherchant à monter une liste derrière un candidat parachuté dans la ville pour l'occasion. Une liste qui brille pour l'instant par son absence sur le terrain : sa seule tentative de réunion publique a été un échec piteux réunissant dix fois moins de personnes que le rassemblement appelé pour s'y opposer devant la salle. Ce combat contre l'extrême droite et la haine raciste qu'elle distille est aussi au centre de notre candidature. Mais on ne le mènera qu'en combattant également les racines du mal : les 40 ans de politiques antisociales et racistes de droite comme de gauche qui ont permis à l'extrême droite d'arriver aux portes du pouvoir.

POUR QUE BORDEAUX SOIT OUVRIÈRE ET RÉvolutionnaire !

Derrière les façades ravalées du centre-ville, la réalité pour ceux qui y travaillent et y vivent n'a rien d'une partie de plaisir. Les propriétaires immobiliers préfèrent louer peu mais cher que beaucoup à un prix abordable, et 12 000 logements restent vacants. Résultat : les couches populaires s'entassent loin du centre, où les galères de transports sont le lot quotidien. Les travailleurs de Transports Bordeaux métropole, réseaux exploités par Keolis, sont d'ailleurs en première ligne de réorganisations décidées dans leur dos et du sous-effectif sur les lignes les plus fréquentées. Et au CHU de Pellegrin, les soignantes voient le plafond de l'hôpital s'écrouler sur les lits ! Pourtant l'argent ne manque pas : des géants de l'armement 100 % terroir, comme Dassault, se gavent de subventions publiques et savent trouver dans l'augmentation des budgets militaires de quoi remplir leurs carnets de commandes. Les fermetures de sites se multiplient, comme Walor à Blanquefort, ex-Ford, ou OI-Glass à Vayres. Mais c'est bien de notre travail que vivent les magnats de la région, dont ceux de l'industrie du vin ! Notre liste, menée par Esteban Nadal, étudiant de 23 ans, et Nora Zakri, interne à l'hôpital de Libourne, fera entendre le monde du travail et ses luttes. Pendant nos porte-à-porte, des aides-soignantes, maçons, livreurs et des chômeurs ont fait état d'un même ras-le-bol. En nous voyant passer dans un immeuble, un habitant lançait : « *Il faut tout faire péter.* » Et comment !

À Lyon, contre l'union des droites, votez et luttez avec le NPA-Révolutionnaires !

Le favori des prochaines élections s'appelle Jean-Michel Aulas. Ancien dirigeant de l'OL, grande fortune lyonnaise (450 millions d'euros de patrimoine), c'est surtout un homme de droite qui peut compter sur un large soutien, des macronistes de l'ex-maire décédé Gérard Collomb aux équipes de Laurent Wauquiez, big boss de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Le RN étant bas à Lyon, Aulas s'est même payé le luxe d'écartier Étienne Blanc de son staff, ce sénateur LR qui voulait pactiser ouvertement avec l'extrême droite. Et le RN, pas kamikaze, envoie un jeune ciottiste aux dents longues avaler un peu la poussière de la place Bellecour.

Pour autant, Aulas réalise à sa manière « l'union des droites », avec un début de campagne très outrancier. Un peu de démagogie sécuritaire avec la promesse d'une police des transports, quelques sorties racistes sur « l'immigration illégale durablement tolérée », sans oublier de flatter les préjugés individualistes anti-transports en commun avec un méga-tunnel routier surréaliste à deux milliards d'euros.

Face à ce Trump sauce ravigote, notre liste, *Lyon ouvrière et révolutionnaire*, ne montre aucune hésitation. La dénonciation d'Aulas, le candidat de toutes les droites comme de l'imposture des écolos sortants a occupé une large place dans notre première réunion publique qui, en réunissant 85 personnes, a été un vrai succès à notre échelle. Logements, sécurité, situation des migrants que la métropole laisse à la rue, mais aussi situation internationale et impérialisme, dont celui de la France, nous avons passé en revue tous les sujets chauds de cette campagne, en défendant sur chaque point nos perspectives ouvrières et révolutionnaires !

Rouen ouvrière et révolutionnaire : une candidature contre les crimes industriels

À Rouen, l'année 2025 s'est achevée dramatiquement pour le monde du travail. Le 19 décembre, un marin qui travaillait sur un navire amarré sur la zone industriale-portuaire a été grièvement brûlé, victime d'une exposition à l'ammoniac lors d'une opération de déchargement de produits destinés à l'usine Lat Nitrogen (ex-Boréalis), classée Seveso seuil haut. Il a été transporté à l'hôpital de Garches où il est toujours entre la vie et la mort.

DANS L'AGGLOMÉRATION ROUENNAISE, HÉLAS, PRESQUE UNE HABITUDE...

Cet accident rappelle l'incendie de l'usine Lubrizol de Rouen en 2019 qui avait plongé toute la ville dans les fumées toxiques et les poussières d'amiante pendant plusieurs jours. Aujourd'hui, nous attendons toujours que l'État et les capitalistes payent pour ce crime dont nous ignorons toujours les réelles conséquences sur la santé des travailleurs de l'usine, des secours mobilisés et de la population. On pourrait y ajouter l'important incendie de l'entrepôt de stockage de batteries au lithium de Bolloré Logistics en 2023 à Grand-Couronne et d'autres incidents « mineurs » qui arrivent régulièrement.

NOTRE SANTÉ AVANT LEURS PROFITS

Face à ces crimes industriels, Nicolas Meyer-Rossignol, président de la métropole de Rouen et numéro deux du PS, s'est contenté de compatir à l'inquiétude des habitants sans jamais aller chercher par le col les industriels responsables. Les industriels et les politiciens à leur service feront toujours passer les profits avant la vie des travailleurs, avant la santé des habitants et avant la protection de l'environnement. Soutenir des candidatures révolutionnaires, c'est affirmer qu'il faut se débarrasser définitivement des patrons pollueurs et empoisonneurs. Alors, faites connaître la liste menée par Amaury Renaud à Rouen et celle conduite par Noura Hamiche à Saint-Étienne-du-Rouvray.



À STRASBOURG : RÉQUISITIONNER LES LOGEMENTS VIDES EST UNE URGENCÉE SOCIALE

À Strasbourg, après les jolies lumières et les décorations du marché de Noël, on retrouve les aberrations de la société capitaliste. À la Meinau, un quartier de la ville, sept familles de migrants dorment dehors, dans un campement sauvage, malgré les températures hivernales, souvent glaciales ici. À côté de cela, 9 % du parc immobilier est composé de bâtiments vides dont 14 000 logements vacants. Qu'il s'agisse de tours de bureaux construites il y a des années pour permettre aux promoteurs de profiter d'aides juteuses sans répondre aux besoins réels ou de logements volontairement laissés vacants afin que les propriétaires puissent spéculer tranquillement. On pourrait largement loger toutes ces familles, et bien davantage, et la réquisition des logements vides est une mesure urgente à mettre en œuvre. La municipalité actuelle ne fait rien et ne pourrait, de toute façon, pas faire grand-chose sans l'aval de la préfecture. De telles urgences sociales ne pourront être résolues qu'en s'attaquant à la racine : le pouvoir social des propriétaires et des patrons, qui constitue une véritable dictature pour les pauvres et les travailleurs. On ne peut plus laisser un besoin vital entre les mains d'une minorité de propriétaires qui font la loi sur le parc immobilier.

Clément Soubise, cheminot, et Loïse Corsini, salariée dans la culture, militants communistes, sont les têtes de liste que nous présentons à cette élection pour porter ces perspectives ouvrières et révolutionnaires.

Une liste à Lille, pour prendre nos affaires en main

Lille, le fief, le pays des socialos. La gauche caviar discriminante et démagogique. Ça se raconte intégrale, authentique et populaire. Et à chaque mandat, ils nous la font à l'envers. » En 2006, le Ministère des affaires populaires, groupe de rap issu de la métropole lilloise, scandait ainsi sa chanson « Lillo ».

Vingt ans plus tard, rebelote. En témoigne la condamnation de Damien Castelain, ex-président de la métropole lilloise, à une peine d'inéligibilité pour « détournement de fonds publics, prise illégale d'intérêts et recel d'abus de confiance ». Voilà de quoi rendre Le Pen verte de jalouse !

Heureusement, la capitale des Flandres ne se résume pas à son personnel politique, son centre-ville pour riches ou sa proximité géographique avec certains gros milliardaires français, comme la famille Mulliez ou Bernard Arnault ! C'est aussi un carrefour des résistances.

Pour les faire entendre, le NPA-Révolutionnaires présentera une liste : Lille ouvrière et révolutionnaire. Elle sera conduite par Damien Scali, cheminot de 39 ans, ayant participé aux grèves cheminotes des dernières années. Mais c'est contre l'extrême droite qu'il a commencé à militer, il y a plus de 20 ans, un combat qui n'a pas pris une ride. Anaïs Gourgand, étudiante de 26 ans sera à ses côtés. Son engagement s'est forgé dans les luttes contre la chasse aux migrants et la loi Travail en 2016, contre un gouvernement socialiste. En troisième position, Mathias Dhelin, postier de 33 ans, incarne les combats menés avec ses collègues depuis plus de dix ans, pour les salaires et les conditions de vie des travailleurs.

ÉVÈNEMENT

LA COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS : SUCCÈS POPULAIRE ET PRÉJUGES

La CAN s'est achevée par une finale rocambolesque, couronnant une très convaincante équipe du Sénégal face au Maroc, qui n'aura pas démerité. Les commentateurs de l'attitude des Sénégalais, qui ont brièvement quitté le terrain suite à une énième décision arbitrale contestée, en ont évidemment fait des tonnes sur le « n'importe quoi » qui serait inhérent au football africain... Or, si les arbitres n'étaient contestés qu'en Afrique, cela se saurait !

Pour autant, c'est la très grande fraternité entre supporters ou footballeurs de différents pays qui a marqué cette CAN. Le huitième de finale entre l'Algérie et la République démocratique du Congo, entre autres, a été l'occasion de déclarations vraiment « sportives », jusque dans les cités françaises où les habitants soutiennent l'équipe du pays dont ils sont originaires avec ferveur. On va même parfois jusqu'à organiser des « CAN des quartiers » extrêmement populaires pour copier les pros.

Le décalage entre les professionnels évoluant dans les compétitions les plus relevées et des arbitres locaux moins bien formés (accusés de favoriser l'organisateur marocain) a été un serpent de mer pendant toute la compétition. On sait pourtant que l'arbitrage dit « à la maison » n'a rien d'une spécialité africaine ! On notera toutefois que les décisions de l'arbitre de la finale étaient finalement les bonnes, à rebours des préjugés louche drainés malheureusement par les acteurs eux-mêmes. Quand l'enjeu (car la CAN est désormais aussi une histoire de gros sous) tue le fair-play : tout le sport capitaliste en somme...



PHILIPPE CAVEGLIA

SÉRIE

THE DEAL

SÉRIE DE JEAN-STÉPHANE BRON ET ALICE WINOCOUR

sur Arte.tv



2015, dans le huis clos d'un hôtel de luxe de Genève, au bord du lac Léman, commence une nouvelle session - la dernière espérée des participants - des négociations sur le nucléaire iranien. L'enjeu est, pour les Américains, d'obtenir la limitation à des fins civiles et, pour les représentants de l'Iran, une levée, au moins partielle, des sanctions économiques.

The Deal est un thriller diplomatique de six épisodes, coécrit et réalisé par Jean-Stéphane Bron, documentariste, et Alice Winocour, réalisatrice. Comme nous en avertit un carton au début de chaque épisode, les personnages, dialogues et situations sont inspirés de faits réels. Dans la délégation iranienne, le ministre des Affaires étrangères, diplomate issu d'une famille bourgeoise, est sous la surveillance d'un gardien de la révolution qui le suspecte de vouloir « trahir » les intérêts du pays, et se retrouve à surveiller aussi l'ingénieur nucléaire tout droit sorti de sa cellule de la prison d'Evin. Côté américain, la sous-secrétaire d'État, cheffe de

LIVRE

LES VOLONTAIRES, ROMAN FAMILIAL DE LA REVOLUTION FRANÇAISE

THOMAS DODMAN

Seuil, 320 p., 24 €



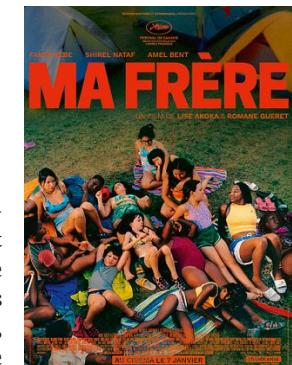
Historien de la France moderne, Thomas Dodman écrit un récit sur la Révolution française à mi-chemin entre le roman et le livre d'histoire. Il suit le destin d'une famille, des années 1760 à 1850. Centrée sur trois personnages, la narration est composée de fragments qui portent soit sur des aspects thématiques de la période, soit sur des moments forts de la révolution. Le déroulement des événements est retracé à travers leur correspondance et un travail de reconstitution. La place des femmes et de la famille dans la société française de l'époque occupe une large part : il s'agit d'une famille d'enfants adoptés, avec une mère philosophe adepte des idéaux des Lumières, qui cherche à les éléver sur le modèle de l'*Emile* de Rousseau. Le livre décrit avec finesse le développement d'une sensibilité féministe et de mœurs nouvelles, qui commence dès le milieu du XVIII^e siècle et s'accentue lors de la révolution. La trajectoire la plus intéressante est sans doute celle de Gabriel : issu d'un milieu paysan, il est un révolutionnaire intransigeant, réceptif à toutes les idées les plus novatrices. Comme le titre l'indique, le livre consacre de belles pages à son engagement dans l'armée révolutionnaire. À partir de 1794, il se transforme progressivement en notable, maire de sa ville et bourgeois très assagi. À travers lui, on perçoit le reflux d'une révolution. Comme le dit l'auteur pour résumer sa démarche : « Le social ne s'oppose pas à l'individuel comme au collectif ; au contraire, il se loge dans les corps et les esprits. » Un livre à la fois original et précieux pour mieux comprendre cette révolution.

ROBERT KLIMT

FILM

MA FRÈRE

film de Lise Akika et Romane Gueret, avec Shirel Nataf, Fanta Kebe et Amel Bent



Shaï (Shirel Nataf) et Djeneba (Fanta Kebe), 20 ans, sont copines depuis leur plus jeune âge. Elles ont grandi dans les tours HLM de la place des Fêtes, à Paris. Elles partent ensemble dans un camping de la Drôme comme monitrices d'une colonie de vacances avec Sabrina, la directrice (Amel Bent), et une tripotée de gamins du quartier.

Dans le bus, ça bouge, ça crie, ça chante. Des idylles se nouent, chacun tente de trouver sa place dans ce qui n'est pas encore un groupe. Dans le coffre, les valises de vêtements sont bien rangées, mais celles qui renferment tout le bric-à-brac de la vie pèsent, que l'on soit un gamin volubile et extraverti ou, au contraire, une petite renfrognée, enfermée dans un silence protecteur.

Ces fardeaux n'épargnent pas les « grands », en particulier les deux amies pour qui le départ n'est qu'une parenthèse qui permet à peine d'estomper la pesanteur de relations familiales toxiques.

La langue et les réflexions des personnages ne sont certes pas académiques ! Mais, derrière la crudité du vocabulaire, la caméra de Lise Akika et Romane Gueret révèle l'extrême délicatesse des sentiments de tous ces bouts d'choux. De ceux qui les encadrent aussi, à peine sortis eux-mêmes de l'enfance et pour qui rien n'est lisse. Mais les répliques sont drôles et le rire, à l'écran comme dans la salle, dénoue les gorges serrées !

Un petit bijou d'émotions à ne surtout pas manquer !

J.-J. F.

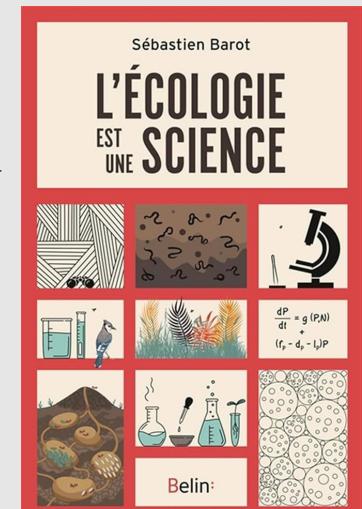
CRITIQUES À LIRE SUR NOTRE SITE

L'ÉCOLOGIE EST UNE SCIENCE,

DE SÉBASTIEN BAROT

Belin, 336 p., 23 €

Un livre pédagogique et une invitation stimulante à réfléchir sur le monde... pour mieux le transformer.



PALESTINE 36, FILM D'ANNEMARIE JACIR

Un film sur la révolte palestinienne de 1936-1939.



LILIANE LAFFARGUE

Rouen : l'école hôtelière de Canteleu prend l'eau, les élèves prennent la rue

À l'école hôtelière de Canteleu (près de Rouen) cela fait plusieurs semaines que la colère bout. La raison : un bâtiment plus qu'insalubre entre moisissures apparentes, fuites d'eau bouillante des plafonds, absence de chauffage et de douches chaudes à l'internat...

LA GOUTTE D'EAU A FAIT DÉBORDE LE VASE

Lundi 12 janvier, une soixantaine d'élèves ont manifesté à Canteleu, en tenue, pour exiger la mise en conformité de leurs locaux : « C'est pas un lycée habitué aux mobilisations donc c'était super d'avoir réuni autant de monde. »

Une manifestation surveillée de très près par la direction de l'école car si dans les écoles hôtelières on enseigne l'hôtellerie, on tente surtout d'enseigner la discipline : « On nous

apprend davantage à suivre les règles, à ne pas déborder qu'à nous mobiliser. »

PREMIÈRE VICTOIRE MAIS PERSONNE N'EST DUPE

Dès le jeudi, les élèves ont trouvé leur école fermée et pour cause, un chantier vient d'être lancé pour parer aux urgences ! « L'administration essayait de faire remonter les infos depuis des années mais en quelques jours de mobilisation on a tout fait changer. » Fait notable, plusieurs élèves étaient présents malgré l'absence de cours : « On est venu pour s'assurer que les travaux étaient vraiment faits et que ce n'était pas du vent. » Avec des jeunes aussi soucieux de ne pas se faire entuber, on a de quoi être rassurés quant aux suites si la direction ou la région ne vont pas au bout.

ANDRÉA CLAU • 20/01/2026

Ouverture de Parcoursup : LE GOUVERNEMENT EMPÊCHE LES JEUNES D'ÉTUDIER POUR MIEUX LES ENVOYER À L'ARMÉE ! IL FAUT RIPOSTER !

Parcoursup a ouvert ce lundi 19 janvier. Les centaines de milliers de jeunes qui aspirent à faire des études sont donc invités à candidater dans les formations qu'ils souhaitent. Loin d'être la plateforme de simplification promise par Macron, Parcoursup est en réalité une machine de tri social qui prive une large frange de la jeunesse de la possibilité de poursuivre des études.

À la rentrée 2025, plus de 300 000 jeunes qui avaient demandé une inscription en première année se sont retrouvés sans affectation, un chiffre en constante hausse depuis la mise en place de la plateforme en 2018. Cette sélection a, sans conteste, un caractère de classe, les enfants d'ouvriers sont surreprésentés parmi les jeunes refusés.

Les coupes budgétaires imposées par le gouvernement vont amplifier cette sélection à mesure que les places sont supprimées. Pourtant l'argent existe : du côté du budget de l'armée, que le gouvernement a prévu d'augmenter de 6,7 milliards d'euros, ou du côté des 211 milliards d'euros de cadeaux annuels qui sont faits au patronat.

Pire encore, le gouvernement veut profiter de ces jeunes recalés de l'université pour recruter à l'armée ! Cette année, le service militaire « volontaire » sera intégré à Parcoursup et

proposé comme alternative à ceux qui n'auraient reçu aucune affectation, avec la promesse de favoriser leurs dossiers pour la prochaine campagne Parcoursup. Pour avoir la garantie de pouvoir faire des études, faudrait-il donc accepter de devenir soldat de l'armée française ?

La jeunesse ouvrière n'est pourtant pas condamnée à être privée d'études supérieures. La lutte menée par des sans-facs à Nanterre (mais aussi à Metz, Grenoble, Lille) en ce moment montre qu'il est possible de contester cette politique, par la lutte collective.

SAMANTHA GABAZZI • 20/01/2026



Mineurs isolés à la rue : l'État continue de faire dormir des jeunes dehors

Près de 3.500 mineurs isolés sont considérés « en errance » en France : ils n'ont pas obtenu de solution pérenne d'hébergement. Avec trois millions de logements vides, la situation a de quoi révolter.

GRAND FROID ET GRANDE HYPOCRISIE

Par des températures négatives, plus de 300 jeunes ont dormi dehors à Paris, sans solution d'hébergement. Les jeunes du parc de Belleville dénoncent la précarité des solutions du plan grand froid. Ils sont baladés d'hébergement provisoire

en hébergement provisoire. Le sous-préfet l'assume : sitôt fini le plan grand froid, ce sera tout le monde dehors. Comme si voir des enfants dormir sur un trottoir n'était pas révoltant le reste de l'année. Et il faut encore que l'affreux Michel Barnier se plaigne des réquisitions de gymnases pour accueillir des jeunes. Qu'il y dorme dans un gymnase mal-chauffé en plein hiver s'il aime tant que ça le badminton !

UMA DAUNAI • 20/01/2026

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉvolutionnaires ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X(TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

Être mineurs pendant les élections : sans vote... mais pas sans révolte !

Il faudrait attendre d'avoir 18 ans pour « faire de la politique » ? Comme si, avant l'âge fatidique, on ne pouvait pas subir de plein fouet la société bourgeoise, la misère et les oppressions qu'elle charrie, son exploitation pour les 15 % de salariés de 15-19 ans. Entre les violences du monde capitaliste et les promesses institutionnelles, rien d'étonnant à ce que 80 % des terminales déclarent ne pas avoir confiance en l'avenir. Rien d'étonnant non plus à ce que 75 % des lycéens fassent du bénévolat en donnant bras et cerveaux pour « changer les choses ». Reste à savoir où et comment.

Un parti, une révolution, « so XIX^e siècle » ? Pourtant, les travailleurs font toujours tout tourner ; les capitalistes seulement toujours guerres et misère à travers le monde ; et les révoltes continuent de germer, des printemps arabes à l'Iran en passant par la « Gen Z ». Aucune bonne volonté n'est de trop dans la construction d'organisations capables de transformer ces révoltes en révolutions.

Les municipales 2026 sont une occasion de commencer à militer. Un bulletin ne détermine pas notre engagement en nous permettant de « décider » face aux Bolloré, Total ou Bouygues. Mais les résultats enverront un signal politique national au gouvernement, au patronat, aux flics, à l'extrême droite... et aux travailleurs. C'est pourquoi il faut y faire vivre la perspective que portent les listes communistes et révolutionnaires : « pour que les travailleurs décident de tout ». Il faut convaincre nos proches de voter pour elles afin d'envoyer dans les conseils municipaux des travailleurs à leur image pour y être les yeux de ceux qui bossent, des militants révolutionnaires qui savent que seule la lutte paie. Il faut faire vivre la campagne sur nos lycées à coup de réunions, tracts ou affiches. De là peuvent fleurir autant de groupes politiques qui, lorsque la colère gronde en bas, serviront à l'exprimer et l'organiser pour vraiment « changer les choses ».

ALEXIS MICHSSEN • 20/01/2026

Pas d'armée dans nos lycées !

Mardi 13 janvier, à la porte du lycée Dupuy-de-Lôme, à Lorient, des militaires attendaient les élèves de pied ferme à la sortie de la cantine. Organisé par le lycée et le Cirfa (Centre d'information et de recrutement des forces armées), cet événement avait pour but « la découverte des métiers des armées », et c'était bien de la pub pour le service militaire de Macron qui cherche à recruter 3000 jeunes à la rentrée 2026. Déjà le 18 septembre, l'armée était venue recruter devant le lycée, suscitant un rassemblement de protestation d'une cinquantaine de personnes rejoindes par de nombreux lycéens à la porte de l'établissement. À Lorient comme ailleurs, pas question qu'on nous transforme en chair à canon !